

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 659

13 mars 2014

SOMMAIRE

Alacer Gold Corp. S.à r.l.	31623	M.D.J.B. Lux S.A.	31611
BEB S.A.	31586	Nashville S.à r.l.	31611
Belair House	31617	Nautifin S.A.	31616
Belval-Sport Sàrl	31586	Newport Investments S.A.	31614
Bierg an Dall S.à r.l.	31587	Oevole Anlage A.G.	31617
Bijouterie Brever s.à r.l.	31587	OLB Prop Co. B S.à r.l.	31616
CEB Capital S.A.	31615	Pendragon Management Company S.A.	31614
Ciri S.à r.l.	31623	PG Technology S.à r.l.	31605
Deale International Machines S.A.	31632	Rosaristy Soparfi S.à r.l.	31605
Holding Pelizza S.à r.l.	31606	Sanu Holding S.à r.l.	31606
INVESTIMENTI RETTIFICHE INDUS- TRIALI Luxembourg S.A.	31612	Savacopa S.A.	31632
Irik Investment S.à r.l.	31612	SHCO 42 S.à r.l.	31632
Iris Capital Partners S.A.	31624	Sistema Finance S.A.	31607
KBL European Private Bankers S.A.	31606	Steba Biotech S.A.	31607
La Mancha Holding S.à r.l.	31615	Sucafina Holding	31608
La Mancha International GEC S.à r.l.	31615	Sydney & Lyon Lux 1 S.à r.l.	31608
Lascaux S.A.	31617	TCC Two Continents Capital S.A.	31610
Leggett & Platt Canada Co., Luxembourg branch	31588	TechniSat Digital S.A.	31609
Leggett & Platt Canada Co., Luxembourg branch	31607	Telindus	31610
Lotus Shipping Enterprises S.A.	31615	The Green Link Holding S.A.	31610
LSF6 Europe Financial Holdings S.à r.l.	31611	Torix Investments S.à r.l.	31609
LSF7 Finance S.à r.l.	31614	Trans Carreira S.à r.l.	31586
Lufkin Industries Holdings Luxembourg	31605	Vespucci S.à r.l.	31586
Lux Côte d'Opale	31616	VIP Rent Sàrl	31608
MCH Holding S.A.	31612	Wood Trading & Technologies A.G.	31587
		World Chemicals S.A.	31587
		Yum! Luxembourg Investments S.à r.l.	31604

Vespucci S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 112.724.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 29 novembre 2013

L'associé unique de Vespucci S.à r.l. (la "Société") a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Miroslav Stoev en tant que gérant de catégorie B avec effet au 29 novembre 2013;

et

- de nommer le gérant de catégorie B suivant avec effet au 29 novembre 2013 et pour une durée indéterminée:

* Marcus Wolsfeld, né le 28 Novembre 1975 à Trèves, Allemagne, demeurant professionnellement au 64 Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Référence de publication: 2014015208/15.

(140017523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Trans Carreira S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4062 Esch-sur-Alzette, 71, rue Clair-Chêne.

R.C.S. Luxembourg B 146.451.

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire du 20 décembre 2013, à l'unanimité des voix, a pris les résolutions suivantes:

1. L'associé unique, Monsieur ALVES BERNARDO Carlos Manuel, demeurant à L-4062 Esch/Alzette, 71, rue Clair-Chêne, qui certifie par la présente détenir seul toutes les parts sociales dans la société, soit les cent (100) parts sociales de la société TRANS CARREIRA S.à r.l., déclare par la présente céder les cent (100) parts sociales à Madame DE JESUS RIBEIRO Maria, salariée, demeurant à L-4062 Esch/Alzette, 71, rue Clair-Chêne pour la somme de un (1) euro.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de la nouvelle associée unique et du gérant technique.

Esch/Alzette, le 20 décembre 2013.

Maria de Jésus Ribeiro Bernardo

L'associée unique

Référence de publication: 2014015194/19.

(140017522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

BEB S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3390 Peppange, 33, rue de Crauthem.

R.C.S. Luxembourg B 97.675.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 29 janvier 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014015404/10.

(140018404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2014.

Belval-Sport Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9099 Ingeldorf, rue du 22 Mai 2008.

R.C.S. Luxembourg B 140.948.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014015405/10.

(140018327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2014.

Bierg an Dall S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9420 Vianden, 3, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 106.837.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014015408/10.

(140018325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2014.

Bijouterie Brevier s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9710 Clervaux, 40, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 143.272.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014015409/10.

(140018326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2014.

Wood Trading & Technologies A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

R.C.S. Luxembourg B 96.499.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014015242/10.

(140016682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

World Chemicals S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 92.918.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 31 décembre 2013, enregistré à Luxembourg A.C., le 7 janvier 2014, LAC/2014/847, aux droits de soixante-quinze euros (75.- EUR), que la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "World Chemicals S.A., en liquidation", R.C.S. Luxembourg B 92.918, ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy, le 24 mars 2003 suivant acte de Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 498 du 8 mai 2003. Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le même notaire en date du 31 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 1307 du 28 mai 2008.

La société a été mise en liquidation suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 420 du 4 mars 2011.
a été clôturée et que par conséquent la société est dissoute.

Les livres et documents de la société resteront conservés pour une période de cinq (5) ans suivant la liquidation de la Société au 51, Avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 janvier 2014.

Référence de publication: 2014015234/24.

(140015635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Leggett & Platt Canada Co., Luxembourg branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 183.794.

—
OUVERTURE D'UNE SUCCURSALE

I hereby certify that

LEGGETT & PLATT CANADA CO./SOCIETE LEGGETT & PLATT CANADA
A & R GEOSYNTHETTCS INC.

have amalgamated pursuant to Section 134 of the Nova Scotia Companies Act, R.S.N.S., 1989, as amended, and the name of the amalgamated company is:

LEGGETT & PLATT CANADA CO./SOCIETE LEGGETT & PLATT CANADA

and the amalgamation is approved by the Registrar of Joint Stock Companies effective this date and the liability of the members is unlimited.

January 1, 2014.

Signature

Registrar of Joint Stock Companies

I hereby certify that the above-mentioned company, resulting from the amalgamation of:

LEGGETT & PLATT CANADA CO./SOCIÉTÉ LEGGETT & PLATT CANADA
A & R GEOSYNTHETTCS INC.

is hereby registered this date under the Corporations Registration Act.

January 1, 2014.

Signature

Registrar of Joint Stock Companies

A & R GEOSYNTHETICS INC.

(the "Company")

Shareholders resolution

BE IT RESOLVED as a special resolution of the Company that prior to the amalgamation of Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada and A & R Geosynthetics Inc. taking effect the paid-up capital of the issued shares of the Company be and is hereby reduced, without payment or distribution, by such amount as may be required so that the paid-up capital of the issued shares of the Company is \$1.00 in aggregate;

AND BE IT FURTHER RESOLVED as a special resolution of the Company that the amalgamation agreement dated December 13, 2013 for the amalgamation of Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada and A & R Geosynthetics Inc. be and the same is hereby approved and adopted and that any officer or director of the Company be and is hereby authorized to do all things and execute all documents, under the corporate seal where necessary, required to effect the amalgamation pursuant to section 134 of the Companies Act.

I hereby certify that the foregoing resolution is a true copy of a special resolution duly signed by every shareholder of the Company who would be entitled to vote on the resolution and thereby rendered valid and effectual as if it had been passed at a general meeting of the shareholders of the Company duly called and constituted.

WITNESS my hand this December 13, 2013.

A & R Geosynthetics Inc.

Shonna L. Koch

Vice President and Assistant Secretary

LEGGETT & PLATT CANADA CO./SOCIÉTÉ LEGGETT & PLATT CANADA

(the "Company")

Shareholders' resolution

BE IT RESOLVED as a special resolution of the Company that the amalgamation agreement dated December 13, 2013 for the amalgamation of Leggett & Platt Canada Co./Societe Leggett & Platt Canada and A & R Geosynthetics Inc. be and the same is hereby approved and adopted and that any officer or director of the Company be and is hereby authorized to do all things and execute all documents, under the corporate seal where necessary, required to effect the amalgamation pursuant to section 134 of the Companies Act.

I hereby certify that the foregoing resolution is a true copy of a special resolution duly signed by every shareholder of the Company who would be entitled to vote on the resolution and thereby rendered valid and effectual as if it had been passed at a general meeting of the shareholders of the Company duly called and constituted.

WITNESS my hand this December 13, 2013.

Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada
Shonna L. Koch
Vice President and Assistant Secretary

THIS AGREEMENT OF AMALGAMATION dated December 13, 2013.

BETWEEN:

LEGGETT & PLATT CANADA CO./SOCIÉTÉ LEGGETT & PLATT CANADA, a body corporate
OF THE ONE PART

- and -

A & R GEOSYNTHETICS INC., a body corporate
OF THE OTHER PART

WHEREAS Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada was amalgamated under the laws of Nova Scotia on January 1, 2013 and has an authorized capital consisting of an unlimited number of common shares without nominal or par value;

AND WHEREAS A & R Geosynthetics Inc. was continued under the laws of Nova Scotia on December 6, 2013 and has an authorized capital consisting of an unlimited number of Common shares without nominal or par value;

AND WHEREAS it is in the best interests of each of Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada and A & R Geosynthetics Inc. that they be amalgamated pursuant to the provisions of section 134 of the Companies Act (Nova Scotia);

NOW THEREFORE THIS INDENTURE WITNESSETH that in consideration of the premises the parties hereto agree as follows:

1. Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada and A & R Geosynthetics Inc. shall be amalgamated and continue as one company (the "Amalgamated Company") pursuant to section 134 of the Companies Act (Nova Scotia) effective on the date set out on a certificate of amalgamation issued by the Registrar of Joint Stock Companies (the "Effective Date").

2. The attributes and characteristics of the Amalgamated Company shall be as follows:

(a) The name of the Amalgamated Company shall be "Leggett & Platt Canada Co." and in its French language form "Société Leggett & Platt Canada" the Company may be legally designated by either of such language forms and, unless expressly required by law to use a particular language form or all language forms of its name, it may use any one language form of its name by itself in any case where its name is required to be used.

(b) The Amalgamated Company is authorized to issue an unlimited number of common shares without nominal or par value as set out in Schedule B attached hereto. Should the number of shares of any class described herein and in such schedule be less than the number of shares issuable under this amalgamation agreement the authorized capital of the class of shares shall be the number of shares issuable hereunder until increased in accordance with the Companies Act (Nova Scotia).

(c) The liability of the members of the Amalgamated Company shall be unlimited.

(d) The memorandum of association of the Amalgamated Company, including its objects, shall be as set out in Schedule A attached hereto.

(e) The names and addresses of the first directors of the Amalgamated Company are as follow:

Name	Address
Kristen Beerly	No. 1 Leggett Road, Carthage MO 64836
Shonna L. Koch	No. 1 Leggett Road, Carthage MO 64836

Subsequent directors are to be elected from time to time in the manner provided for in the articles of association of the Amalgamated Company.

(f) The manner of converting the shares of each class and series of shares of Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada and A & R Geosynthetics Inc. into shares or other securities of the Amalgamated Company shall be as follows:

(i) Each registered holder of common shares without nominal or par value in the capital stock of Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada shall be entitled to one fully paid common share without nominal or par value in the capital stock of the Amalgamated Company for each common share in the capital stock of Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada held by such registered shareholder immediately before the Effective Date;

(ii) Each common share in the capital stock of A & R Geosynthetics Inc. will be cancelled without any repayment of capital.

(g) The manner of allocating the paid-up capital to each class or series of shares of Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada and A & R Geosynthetics Inc. to the classes and series of shares of the Amalgamated Company shall be as follows: the aggregate paid-up capital of the common shares of the Amalgamated Company issued to registered holders of common shares in the capital stock of Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada in accordance

with paragraph 2(f)(i) above shall be the same as the aggregate paid-up capital of such common shares of Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada.

3. The articles of association of the Amalgamated Company shall be those attached and marked Schedule B to this Agreement until repealed, amended, altered or added to.

4. The Amalgamated Company shall possess all the property, rights, privileges and franchises, and shall be subject to all the liabilities, contracts and debts of Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada and A & R Geosynthetics Inc.

5. All rights of creditors against the property, rights and assets of Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada and A & R Geosynthetics Inc. respectively and all mortgages, liens or claims upon their respective properties, rights and assets shall be unimpaired by the proposed amalgamation and all debts, contracts, liabilities and duties of Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada and A & R Geosynthetics Inc. respectively shall thenceforth attach to the Amalgamated Company and may be enforced against it to the same extent as if the said debts, contracts, liabilities and duties had been incurred or contracted by it.

6. No action or proceeding by or against Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada or A & R Geosynthetics Inc. shall abate or be affected by the proposed amalgamation but for all purposes of such action or proceeding by or against Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada or A & R Geosynthetics Inc. as the case may be, they shall be deemed still to exist and the Amalgamated Company may be substituted in such action or proceeding in the place thereof.

7. Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada and A & R Geosynthetics Inc. may by resolution of their directors assent to such alterations or modifications of this Agreement which the shareholders of the respective companies at meetings duly called to consider the same approve and the expression "this Agreement" as used herein shall be read and construed to mean and include this Agreement as so altered or modified.

IN WITNESS WHEREOF the parties hereto have caused the same to be executed in their names and on their behalf by their proper officers duly authorized in that behalf.

LEGGETT & PLATT CANADA CO./ SOCIÉTÉ LEGGETT & PLATT CANADA

Shonna L. Koch

Vice President and Assistant Secretary

A & R GEOSYNTHETICS INC.

Shonna L. Koch

Vice President and Assistant Secretary

Schedule A
Memorandum of Association
of
Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada

1. The name of the Company is Leggett & Platt Canada Co. and in its French language form Société Leggett & Platt Canada the Company may be legally designated by either of such language forms and, unless expressly required by law to use a particular language form or all language forms of its name, it may use any one language form of its name by itself in any case where its name is required to be used.

2. There are no restrictions on the objects and powers of the Company and the Company shall expressly have the following powers:

- (a) to sell or dispose of its undertaking, or a substantial part thereof;
- (b) to distribute any of its property in specie among its members; and
- (c) to amalgamate with any company or other body of persons.

3. The liability of the members is unlimited.

Schedule B
Articles of Association
of
Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada

Interpretation

1. In these Articles, unless there be something in the subject or context inconsistent therewith:

- (1) "Act" means the Companies Act (Nova Scotia);
- (2) "Articles" means these Articles of Association of the Company and all amendments hereto;
- (3) "Company" means the company named above;
- (4) "director" means a director of the Company;
- (5) "Memorandum" means the Memorandum of Association of the Company and all amendments thereto;

- (6) "month" means calendar month;
 - (7) "Office" means the registered office of the Company;
 - (8) "person" includes a body corporate;
 - (9) "proxyholder" includes an alternate proxyholder;
 - (10) "Register" means the register of members kept pursuant to the Act, and where the context permits includes a branch register of members;
 - (11) "Registrar" means the Registrar as defined in the Act;
 - (12) "Secretary" includes any person appointed to perform the duties of the Secretary temporarily;
 - (13) "shareholder" means member as that term is used in the Act in connection with an unlimited company having share capital and as that term is used in the Memorandum;
 - (14) "special resolution" has the meaning assigned by the Act;
 - (15) "in writing" and "written" includes printing, lithography and other modes of representing or reproducing words in visible form;
 - (16) words importing number or gender include all numbers and genders unless the context otherwise requires.
2. The regulations in Table A in the First Schedule to the Act shall not apply to the Company.
 3. The directors may, out of the funds of the Company, pay all expenses incurred for the amalgamation and organization of the Company.

Shares

4. The Company is authorized to issue an unlimited number of common shares without nominal or par value with the power to divide the shares in the capital for the time being into classes or series and to attach thereto respectively any preferred, deferred or qualified rights, privileges or conditions, including restrictions on voting rights and including redemption, purchase and other acquisition of such shares, subject, however, to the provisions of the Act.
5. The directors shall control the shares and, subject to the provisions of these Articles, may allot or otherwise dispose of them to such person at such times, on such terms and conditions and, if the shares have a par value, either at a premium or at par, as they think fit.
6. The directors may pay on behalf of the Company a reasonable commission to any person in consideration of subscribing or agreeing to subscribe (whether absolutely or conditionally) for any shares in the Company, or procuring or agreeing to procure subscriptions (whether absolute or conditional) for any shares in the Company. Subject to the Act, the commission may be paid or satisfied in shares of the Company.
7. On the issue of shares the Company may arrange among the holders thereof differences in the calls to be paid and in the times for their payment.
8. If the whole or part of the allotment price of any shares is, by the conditions of their allotment, payable in instalments, every such instalment shall, when due, be payable to the Company by the person who is at such time the registered holder of the shares.
9. Shares may be registered in the names of joint holders not exceeding three in number.
10. Joint holders of a share shall be jointly and severally liable for the payment of all instalments and calls due in respect of such share. On the death of one or more joint holders of shares the survivor or survivors of them shall alone be recognized by the Company as the registered holder or holders of the shares.
11. Save as herein otherwise provided, the Company may treat the registered holder of any share as the absolute owner thereof and accordingly shall not, except as ordered by a court of competent jurisdiction or required by statute, be bound to recognize any equitable or other claim to or interest in such share on the part of any other person.

Private Issuer

12. No security issued by the Company, other than a non-convertible debt security, may be transferred, except
 - (i) with the consent of the directors of the Company expressed by a resolution of the directors or by a document in writing signed by a majority of the directors; or
 - (ii) with the consent of the holders of the shares entitled to vote at an ordinary general meeting expressed by a resolution of the holders of those shares or by a document in writing signed by the holders of the majority of those shares.

The Company shall not register any other purported transfer of securities. In this Article the term "security" includes any security within the meaning of such term in the Securities Act (Nova Scotia) or regulations or rules made pursuant thereto, as the same may be amended from time to time.

Certificates

13. Certificates of title to shares shall comply with the Act and may otherwise be in such form as the directors may from time to time determine. Unless the directors otherwise determine, every certificate of title to shares shall be signed manually by at least one of the Chairman, President, Secretary, Treasurer, a vice-president, an assistant secretary, any

other officer of the Company or any director of the Company or: by, or on behalf of a share registrar transfer agent or branch transfer agent appointed by the Company or by any other person whom the directors may designate. When signatures of more than one person appear on a certificate all but one may be printed, or otherwise mechanically reproduced. All such certificates when signed as provided in this Article shall be valid and binding upon the Company. If a certificate contains a printed or mechanically reproduced signature of a person, the Company may issue the certificate, notwithstanding that the person has ceased to be a director or an officer of the Company and the certificate is as valid as if such person were a director or an officer at the date of its issue.

14. Except as the directors may determine, each shareholder's shares may be evidenced by any number of certificates so long as the aggregate of the shares stipulated in such certificates equals the aggregate registered in the name of the shareholder.

15. Where shares are registered in the names of two or more persons, the Company shall not be bound to issue more than one certificate or set of certificates, and such certificate or set of certificates shall be delivered to the person first named on the Register.

16. Any certificate that has become worn, damaged or defaced may, upon its surrender to the directors, be cancelled and replaced by a new certificate. Any certificate that has become lost or destroyed may be replaced by a new certificate upon proof of such loss or destruction to the satisfaction of the directors and the furnishing to the Company of such undertakings of indemnity as the directors deem adequate.

17. The sum of one dollar or such other sum as the directors from time to time determine shall be paid to the Company for every certificate other than the first certificate issued to any holder in respect of any share or shares.

18. The directors may cause one or more branch Registers of shareholders to be kept in any place or places, whether inside or outside of Nova Scotia.

Calls

19. The directors may make such calls upon the shareholders in respect of all amounts unpaid on the shares held by them respectively and not made payable at fixed times by the conditions on which such shares were allotted, and each shareholder shall pay the amount of every call so made to the person and at the times and places appointed by the directors. A call may be made payable by instalments.

20. A call shall be deemed to have been made at the time when the resolution of the directors authorizing such call was passed.

21. At least 14 days' notice of any call shall be given, and such notice shall specify the time and place at which and the person to whom such call shall be paid.

22. If the sum payable in respect of any call or instalment is not paid on or before the day appointed for the payment thereof, the holder for the time being of the share in respect of which the call has been made or the instalment is due shall pay interest on such call or instalment at the rate of 9% per year or such other rate of interest as the directors may determine from the day appointed for the payment thereof up to the time of actual payment.

23. At the trial or hearing of any action for the recovery of any amount due for any call, it shall be sufficient to prove that the name of the shareholder sued is entered on the Register as the holder or one of the holders of the share or shares in respect of which such debt accrued, that the resolution making the call is duly recorded in the minute book and that such notice of such call was duly given to the shareholder sued in pursuance of these Articles. It shall not be necessary to prove the appointment of the directors who made such call or any other matters whatsoever and the proof of the matters stipulated shall be conclusive evidence of the debt.

Forfeiture Of Shares

24. If any shareholder fails to pay any call or instalment on or before the day appointed for payment, the directors may at any time thereafter while the call or instalment remains unpaid serve a notice on such shareholder requiring payment thereof together with any interest that may have accrued and all expenses that may have been incurred by the Company by reason of such non-payment.

25. The notice shall name a day (not being less than 14 days after the date of the notice) and a place or places on and at which such call or instalment and such interest and expenses are to be paid. The notice shall also state that, in the event of non-payment on or before the day and at the place or one of the places so named, the shares in respect of which the call was made or instalment is payable will be liable to be forfeited.

26. If the requirements of any such notice are not complied with, any shares in respect of which such notice has been given may at any time thereafter, before payment of all calls or instalments, interest and expenses due in respect thereof, be forfeited by a resolution of the directors to that effect. Such forfeiture shall include all dividends declared in respect of the forfeited shares and not actually paid before the forfeiture.

27. When any share has been so forfeited, notice of the resolution shall be given to the shareholder in whose name it stood immediately prior to the forfeiture and an entry of the forfeiture shall be made in the Register.

28. Any share so forfeited shall be deemed the property of the Company and the directors may sell, re-allot or otherwise dispose of it in such manner as they think fit.

29. The directors may at any time before any share so forfeited has been sold, re-allotted or otherwise disposed of, annul the forfeiture thereof upon such conditions as they think fit.

30. Any shareholder whose shares have been forfeited shall nevertheless be liable to pay and shall forthwith pay to the Company all calls, instalments, interest and expenses owing upon or in respect of such shares at the time of the forfeiture, together with interest thereon at the rate of 9% per year or such other rate of interest as the directors may determine from the time of forfeiture until payment. The directors may enforce such payment if they think fit, but are under no obligation to do so.

31. A certificate signed by the Secretary stating that a share has been duly forfeited on a specified date in pursuance of these Articles and the time when it was forfeited shall be conclusive evidence of the facts therein stated as against any person who would have been entitled to the share but for such forfeiture.

Lien On Shares

32. The Company shall have a first and paramount lien upon all shares (other than fully paid-up shares) registered in the name of a shareholder (whether solely or jointly with others) and upon the proceeds from the sale thereof for debts, liabilities and other engagements of the shareholder, solely or jointly with any other person, to or with the Company, whether or not the period for the payment, fulfilment or discharge thereof has actually arrived, and such lien shall extend to all dividends declared in respect of such shares. Unless otherwise agreed, the registration of a transfer of shares shall operate as a waiver of any lien of the Company on such shares.

33. For the purpose of enforcing such lien the directors may sell the shares subject to it in such manner as they think fit, but no sale shall be made until the period for the payment, fulfilment or discharge of such debts, liabilities or other engagements has arrived, and until notice in writing of the intention to sell has been given to such shareholder or the shareholder's executors or administrators and default has been made by them in such payment, fulfilment or discharge for seven days after such notice.

34. The net proceeds of any such sale after the payment of all costs shall be applied in or towards the satisfaction of such debts, liabilities or engagements and the residue, if any, paid to such shareholder.

Validity Of Sales

35. Upon any sale after forfeiture or to enforce a lien in purported exercise of the powers given by these Articles the directors may cause the purchaser's name to be entered in the Register in respect of the shares sold, and the purchaser shall not be bound to see to the regularity of the proceedings or to the application of the purchase money, and after the purchaser's name has been entered in the Register in respect of such shares the validity of the sale shall not be impeached by any person and the remedy of any person aggrieved by the sale shall be in damages only and against the Company exclusively.

Transfer Of Shares

36. The instrument of transfer of any share in the Company shall be signed by the transferor. The transferor shall be deemed to remain the holder of such share until the name of the transferee is entered in the Register in respect thereof and shall be entitled to receive any dividend declared thereon before the registration of the transfer.

37. The instrument of transfer of any share shall be in writing in the following form or to the following effect:

For value received, hereby sell, assign, and transfer unto, shares in the capital of the Company represented by the within, certificate, and do hereby irrevocably constitute and appoint attorney to transfer such shares on the books of the Company with full power of substitution in the premises.

Dated the day of,

Witness:

38. The directors may, without assigning any reason therefor, decline to register any transfer of shares

(1) not fully paid-up or upon which the Company has a lien, or

(2) the transfer of which is restricted by any agreement to which the Company is a party.

39. Every instrument of transfer shall be left for registration at the Office of the Company, or at any office of its transfer agent where a Register is maintained, together with the certificate of the shares to be transferred and such other evidence as the Company may require to prove title to or the right to transfer the shares,

40. The directors may require that a fee determined by them be paid before or after registration of any transfer.

41. Every instrument of transfer shall, after its registration, remain in the custody of the Company. Any instrument of transfer that the directors decline to register shall, except in case of fraud, be returned to the person who deposited it.

Transmission Of Shares

42. The executors or administrators of a deceased shareholder (not being one of several joint holders) shall be the only persons recognized by the Company as having any title to the shares registered in the name of such shareholder. When a share is registered in the names of two or more joint holders, the survivor or survivors or the executors or administrators of the deceased shareholder, shall be the only persons recognized by the Company as having any title to, or interest in, such share.

43. Notwithstanding anything in these Articles, if the Company has only one shareholder (not being one of several joint holders) and that shareholder dies, the executors or administrators of the deceased shareholder shall be entitled to register themselves in the Register as the holders of the shares registered in the name of the deceased shareholder whereupon they shall have all the rights given by these Articles and by law to shareholders.

44. Any person entitled to shares upon the death or bankruptcy of any shareholder or in any way other than by allotment or transfer, upon producing such evidence of entitlement as the directors require, may be registered as a shareholder in respect of such shares, or may, without being registered, transfer such shares subject to the provisions of these Articles respecting the transfer of shares. The directors shall have the same right to refuse registration as if the transferee were named in an ordinary transfer presented for registration.

Surrender Of Shares

45. The directors may accept the surrender of any share by way of compromise of any question as to the holder being properly registered in respect thereof. Any share so surrendered may be disposed of in the same manner as a forfeited share.

Increase And Reduction Of Capital

46. Subject to the Act, the shareholders may by special resolution amend these Articles to increase or alter the share capital of the Company as they think expedient. Without prejudice to any special rights previously conferred on the holders of existing shares, any share may be issued with such preferred, deferred or other special rights, or with such restrictions, whether in regard to dividends, voting, return of share capital or otherwise, as the shareholders may from time to time determine by special resolution. Except as otherwise provided by the conditions of issue, or by these Articles, any capital raised by the creation of new shares shall be considered part of the original capital and shall be subject to the provisions herein contained with reference to payment of calls and instalments, transfer and transmission, forfeiture, lien and otherwise.

47. Subject to the provisions of this section and the rights, if any, under the Act or other applicable law of the holders of shares of any class or series of shares to vote separately as a class or series thereon, the Company may reduce all or a portion of the paid-up capital on a class or series of shares, or certain shares of such class or series of shares, for any purpose. Any such reduction must be authorized by resolution of the shareholders and, where such reduction of paid-up capital is so authorized, the shareholders approving such reduction may in such authorizing resolution determine when the paid-up capital shall be reduced on the shares of the particular class or series of shares, or certain shares of such class or series of shares, the amount of paid-up capital to be reduced on each such share (where such does not necessarily follow from the determination of the amount reduced on the class or series as a whole) and the manner in which and purpose for which such reduction shall be effected. If the shareholders fail to determine any such matter in such resolution they may subsequently determine such matter by resolution, failing which the directors, or such persons as may be authorized by the shareholders or directors by resolution, may make any such determination or determinations not inconsistent with a prior determination of the shareholders as may be necessary or desirable from time to time. The manner in which or purpose for which the reduction shall be effected may include, without limitation, any of the following:

(a) redeeming in accordance with the terms thereof, or purchasing or acquiring by agreement with the holders thereof, any shares of any class or series, or certain shares of such class or series of shares;

(b) reducing or extinguishing any liability of the holders of any shares of any class or series including, without limitation, extinguishing or reducing the liability on any of such shares not paid-up;

(c) either with or without extinguishing or reducing liability on shares of any class or series, cancelling any paid-up capital which, is lost or unrepresented by available assets;

(d) paying cash or transferring other property;

(e) issuing debenture stock debentures, or promissory notes;

(f) increasing any contributed surplus or other surplus account; or

(g) providing a sinking fund on any terms thought fit for the redemption, purchase or acquisition of shares of any class or series.

The amount of the reduction in the paid-up capital of the class or series of shares, or certain shares of such class or series of shares, shall be recorded, or shall be deemed to have been recorded, in the accounts of the Company maintained or deemed to be maintained for such class or series of shares.

Meetings And Voting By Class Or Series

48. Where the holders of shares of a class or series have, under the Act, the terms or conditions attaching to such shares or otherwise, the right to vote separately as a class in respect of any matter then, except as provided in the Act, these Articles or such terms or conditions, all the provisions in these Articles concerning general meetings (including, without limitation, provisions respecting notice, quorum and procedure) shall, mutatis mutandis, apply to every meeting of holders of such class or series of shares convened for the purpose of such vote.

49. Unless the rights, privileges, terms or conditions attached to a class or series of shares provide otherwise, such class or series of shares shall not have the right to vote separately as a class or series upon an amendment to the Memorandum or Articles to:

- (1) increase or decrease any maximum number of authorized shares of such class or series, or increase any maximum number of authorized shares of a class or series having rights or privileges equal or superior to the shares of such class or series;
- (2) effect an exchange, reclassification or cancellation of all or part of the shares of such class or series; or
- (3) create a new class or series of shares equal or superior to the shares of such class or series.

Borrowing Powers

50. The directors on behalf of the Company may:

- (1) raise or borrow money for the purposes of the Company or any of them;
- (2) secure the repayment of funds so raised or borrowed in such manner and upon such terms and conditions in all respects as they think fit, and in particular by the execution and delivery of mortgages of the Company's real or personal property, or by the issue of bonds, debentures or other securities of the Company secured by mortgage or other charge upon all or any part of the property of the Company, both present and future including its uncalled capital for the time being;
- (3) sign or endorse bills, notes, acceptances, cheques, contracts, and other evidence of or securities for funds borrowed or to be borrowed for the purposes aforesaid;
- (4) pledge debentures as security for loans;
- (5) guarantee obligations of any person.

51. Bonds, debentures and other securities may be made assignable, free from any equities between the Company and the person to whom such securities were issued.

52. Any bonds, debentures and other securities may be issued at a discount, premium or otherwise and with special privileges as to redemption, surrender, drawings, allotment of shares, attending and voting at general meetings of the Company, appointment of directors and other matters.

General Meetings

53. Ordinary general meetings of the Company shall be held at least once in every calendar year at such time and place as may be determined by the directors and not later than 15 months after the preceding ordinary general meeting. All other meetings of the Company shall be called special general meetings. Ordinary or special general meetings may be held either within or without the Province of Nova Scotia.

54. The President, a vice-president or the directors may at any time convene a special general meeting, and the directors, upon the requisition of shareholders in accordance with the Act shall forthwith proceed to convene such meeting or meetings to be held at such time and place or times and places as the directors determine.

55. The requisition shall state the objects of the meeting requested, be signed by the requisitionists and deposited at the Office of the Company. It may consist of several documents in like form each signed by one or more of the requisitionists.

56. At least seven clear days' notice, or such longer period of notice as may be required by the Act, of every general meeting, specifying the place, day and hour of the meeting and, when special business is to be considered, the general nature of such business, shall be given to the shareholders entitled to be present at such meeting by notice given as permitted by these Articles. With the consent in writing of all the shareholders entitled to vote at such meeting, a meeting may be convened by a shorter notice and in any manner they think fit, or notice of the time, place and purpose of the meeting may be waived by all of the shareholders.

57. The accidental omission to give notice to a shareholder, or non-receipt of notice by a shareholder, shall not invalidate any resolution passed at any general meeting.

Record Dates

58. The directors may fix in advance a date as the record date for the determination of shareholders

- (a) entitled to receive payment of a dividend or entitled to receive any distribution;
- (b) entitled to receive notice of a meeting; or
- (c) for any other purpose.

If no record date is fixed, the record date for the determination of shareholders

(a) entitled to receive notice of a meeting shall be the day immediately preceding the day on which the notice is given, or, if no notice is given, the day on which the meeting is held; and

- (b) for any other purpose shall be the day on which the directors pass the resolution relating to the particular purpose.

Proceedings At General Meetings

59. The business of an ordinary general meeting shall be to receive and consider the financial statements of the Company and the report of the directors and the report, if any, of the auditors, to elect directors in the place of those retiring and to transact any other business which under these Articles ought to be transacted at an ordinary general meeting.

60. No business shall be transacted at any general meeting unless the requisite quorum is present at the commencement of the business. A corporate shareholder of the Company that has a duly authorized agent or representative present at any such meeting shall for the purpose of this Article be deemed to be personally present at such meeting.

61. One person, being a shareholder, proxyholder or representative of a corporate shareholder, present and entitled to vote shall constitute a quorum for a general meeting, and may hold a meeting.

62. The Chairman shall be entitled to take the chair at every general meeting or, if there be no Chairman, or if the Chairman is not present within fifteen 15 minutes after the time appointed for holding the meeting, the President or, failing the President, a vice-president shall be entitled to take the chair. If the Chairman, the President or a vice-president is not present within 15 minutes after the time appointed for holding the meeting or if all such persons present decline to take the chair, the shareholders present entitled to vote at the meeting shall choose another director as chairman and if no director is present or if all the directors present decline to take the chair, then such shareholders shall choose one of their number to be chairman.

63. If within half an hour from the time appointed for a general meeting a quorum is not present, the meeting, if it was convened pursuant to a requisition of shareholders, shall be dissolved; if it was convened in any other way, it shall stand adjourned to the same day, in the next week, at the same time and place. If at the adjourned meeting a quorum is not present within half an hour from the time appointed for the meeting, the shareholders present shall be a quorum and may hold the meeting.

64. Subject to the Act, at any general meeting a resolution put to the meeting shall be decided by a show of hands unless, either before or on the declaration of the result of the show of hands, a poll is demanded by the chairman, a shareholder or a proxyholder; and unless a poll is so demanded, a declaration by the chairman that the resolution has been carried, carried by a particular majority, lost or not carried by a particular majority and an entry to that effect in the Company's book of proceedings shall be conclusive evidence of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour or against such resolution.

65. When a poll is demanded, it shall be taken in such manner and at such time and place as the chairman directs, and either at once or after an interval or adjournment or otherwise. The result of the poll shall be the resolution of the meeting at which the poll was demanded. The demand of a poll may be withdrawn. When any dispute occurs over the admission or rejection of a vote, it shall be resolved by the chairman and such determination made in good faith shall be final and conclusive.

66. The chairman shall not have a casting vote in addition to any vote or votes that the chairman has as a shareholder.

67. The chairman of a general meeting may with the consent of the meeting adjourn the meeting from time to time and from place to place, but no business shall be transacted at any adjourned meeting other than the business left unfinished at the meeting that was adjourned.

68. Any poll demanded on the election of a chairman or on a question of adjournment shall be taken forthwith without adjournment.

69. The demand of a poll shall not prevent the continuance of a meeting for the transaction of any business other than the question on which a poll has been demanded.

Votes Of Shareholders

70. Subject to the Act and to any provisions attached to any class or series of shares concerning or restricting voting rights:

(1) on a show of hands every shareholder entitled to vote present in person, every duly authorized representative of a corporate shareholder, and, if not prevented from voting by the Act, every proxyholder, shall have one vote; and

(2) on a poll every shareholder present in person, every duly authorized representative of a corporate shareholder, and every proxyholder, shall have one vote for every share held;

whether or not such representative or proxyholder is a shareholder.

71. Any person entitled to transfer shares upon the death or bankruptcy of any shareholder or in any way other than by allotment or transfer may vote at any general meeting in respect thereof in the same manner as if such person were the registered holder of such shares so long as the directors are satisfied at least 48 hours before the time of holding the meeting of such person's right to transfer such shares.

72. Where there are joint registered holders of any share, any of such holders may vote such share at any meeting, either personally or by proxy, as if solely entitled to it. If more than one joint holder is present at any meeting, personally or by proxy, the one whose name stands first on the Register in respect of such share shall alone be entitled to vote. Several executors or administrators of a deceased shareholder in whose name any share stands shall for the purpose of this Article be deemed joint holders thereof.

73. Votes may be cast either personally or by proxy or, in the case of a corporate shareholder by a representative duly authorized under the Act.

74. A proxy shall be in writing and executed in the manner provided in the Act. A proxy or other authority of a corporate shareholder does not require its seal.

75. A shareholder of unsound mind in respect of whom an order has been made by any court of competent jurisdiction may vote by guardian or other person in the nature of a guardian appointed by that court, and any such guardian or other person may vote by proxy.

76. A proxy and the power of attorney or other authority, if any, under which it is signed or a notarially certified copy of that power or authority shall be deposited at the Office of the Company or at such other place as the directors may direct. The directors may, by resolution, fix a time not exceeding 48 hours excluding Saturdays and holidays preceding any meeting or adjourned meeting before which time proxies to be used at that meeting must be deposited with the Company at its Office or with an agent of the Company. Notice of the requirement for depositing proxies shall be given in the notice calling the meeting. The chairman of the meeting shall determine all questions as to validity of proxies and other instruments of authority.

77. A vote given in accordance with the terms of a proxy shall be valid notwithstanding the previous death of the principal, the revocation of the proxy, or the transfer of the share in respect of which the vote is given, provided no intimation in writing of the death, revocation or transfer is received at the Office of the Company before the meeting or by the chairman of the meeting before the vote is given.

78. Every form of proxy shall comply with the Act and its regulations and subject thereto may be in the following form:

I, of being a shareholder of hereby appoint of (or failing him/her of) as my proxyholder to attend and to vote for me and on my behalf at the ordinary/special general meeting of the Company, to be held on the day of and at any adjournment thereof, or at any meeting of the Company which may be held prior to * [insert specified date or event].

[If the proxy is solicited by or behalf of the management of the Company, insert a statement to that effect.]

Dated this day of

Shareholder

79. Subject to the Act, no shareholder shall be entitled to be present or to vote on any question, either personally or by proxy, at any general meeting or be reckoned in a quorum while any call is due and payable to the Company in respect of any of the shares of such shareholder.

80. Any resolution passed by the directors, notice of which has been given to the shareholders in the manner in which notices are hereinafter directed to be given and which is, within one month after it has been passed, ratified and confirmed in writing by shareholders entitled on a poll to three-fifths of the votes, shall be as valid and effectual as a resolution of a general meeting. This Article shall not apply to a resolution for winding up the Company or to a resolution dealing with any matter that by statute or these Articles ought to be dealt with by a special resolution or other method prescribed by statute.

81. A resolution, including a special resolution, in writing and signed by every shareholder who would be entitled to vote on the resolution at a meeting is as valid as if it were passed by such shareholders at a meeting and satisfies all of the requirements of the Act respecting meetings of shareholders.

Directors

82. Unless otherwise determined by resolution of shareholders, the number of directors shall not be less than one or more than ten.

83. Notwithstanding anything herein contained the persons named in the Amalgamation Agreement pursuant to which the Company was formed shall be the first directors of the Company.

84. The directors may be paid out of the funds of the Company as remuneration for their service such sums, if any, as the Company may by resolution of its shareholders determine, and such remuneration shall be divided among them in such proportions and manner as the directors determine. The directors may also be paid their reasonable travelling, hotel and other expenses incurred in attending meetings of directors and otherwise in the execution of their duties as directors.

85. The continuing directors may act notwithstanding any vacancy in their body, but if their number falls below the minimum permitted, the directors shall not, except in emergencies or for the purpose of filling vacancies, act so long as their number is below the minimum,

86. A director may, in conjunction with the office of director, and on such terms as to remuneration and otherwise as the directors arrange or determine, hold any other office or place of profit under the Company or under any company in which the Company is a shareholder or is otherwise interested.

87. The office of a director shall ipso facto be vacated, if the director.

- (3) becomes bankrupt or makes an assignment for the benefit of creditors;
- (4) is, or is found by a court of competent jurisdiction to be, of unsound mind;
- (5) by notice in writing to the Company, resigns the office of director; or

(6) is removed in the manner provided by these Articles.

88. No director shall be disqualified by holding the office of director from contracting with the Company, either as vendor, purchaser, or otherwise, nor shall any such contract, or any contract or arrangement entered into or proposed to be entered into by or on behalf of the Company in which any director is in any way interested, either directly or indirectly, be avoided, nor shall any director so contracting or being so interested be liable to account to the Company for any profit realized by any such contract or arrangement by reason only of such director holding that office or of the fiduciary relations thereby established, provided the director makes a declaration or gives a general notice in accordance with the Act. No director shall, as a director, vote in respect of any contract or arrangement in which the director is so interested, and if the director does so vote, such vote shall not be counted. This prohibition may at any time or times be suspended or relaxed to any extent by a resolution of the shareholders and shall not apply to any contract by or on behalf of the Company to give to the directors or any of them any security for advances or by way of indemnity.

Election Of Directors

89. At the dissolution of every ordinary general meeting at which their successors are elected, all the directors shall retire from office and be succeeded by the directors elected at such meeting. Retiring directors shall be eligible for re-election.

90. If at any ordinary general meeting at which an election of directors ought to take place no such election takes place, or if no ordinary general meeting is held in any year or period of years, the retiring directors shall continue in office until their successors are elected.

91. The Company may by resolution of its shareholders elect any number of directors permitted by these Articles and may determine or alter their qualification.

92. The Company may, by special resolution or in any other manner permitted by statute, remove any director before the expiration of such director's period of office and may, if desired, appoint a replacement to hold office during such time only as the director so removed would have held office.

93. The directors may appoint any other person as a director so long as the total number of directors does not at any time exceed the maximum number permitted. No such appointment, except to fill a casual vacancy, shall be effective unless two-thirds of the directors concur in it. Any casual vacancy occurring among the directors may be filled by the directors, but any person so chosen shall retain office only so long as the vacating director would have retained it if the vacating director had continued as director.

Managing Director

94. The directors may appoint one or more of their body to be managing directors of the Company, either for a fixed term or otherwise, and may remove or dismiss them from office and appoint replacements.

95. Subject to the provisions of any contract between a managing director and the Company, a managing director shall be subject to the same provisions as to resignation and removal as the other directors of the Company. A managing director who for any reason ceases to hold the office of director shall ipso facto immediately cease to be a managing director.

96. The remuneration of a managing director shall from time to time be fixed by the directors and may be by way of any or all of salary, commission and participation in profits.

97. The directors may from time to time entrust to and confer upon a managing director such of the powers exercisable under these Articles by the directors as they think fit, and may confer such powers for such time, and to be exercised for such objects and purposes and upon such terms and conditions, and with such restrictions as they think expedient; and they may confer such powers either collaterally with, or to the exclusion of, and in substitution for, all or any of the powers of the directors in that behalf; and may from time to time revoke, withdraw, alter or vary all or any of such powers.

Chairman Of The Board

98. The directors may elect one of their number to be Chairman and may determine the period during which the Chairman is to hold office. The Chairman shall perform such duties and receive such special remuneration as the directors may provide.

President And Vice-presidents

99. The directors shall elect the President of the Company, who need not be a director, and may determine the period for which the President is to hold office. The President shall have general supervision of the business of the Company and shall perform such duties as may be assigned from time to time by the directors.

100. The directors may also elect vice-presidents, who need not be directors, and may determine the periods for which they are to hold office. A vice-president shall, at the request of the President or the directors and subject to the directions of the directors, perform the duties of the President during the absence, illness or incapacity of the President, and shall also perform such duties as may be assigned by the President or the directors.

Secretary And Treasurer

101. The directors shall appoint a Secretary of the Company to keep minutes of shareholders' and directors' meetings and perform such other duties as may be assigned by the directors. The directors may also appoint a temporary substitute for the Secretary who shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be the Secretary.

102. The directors may appoint a treasurer of the Company to carry out such duties as the directors may assign.

Officers

103. The directors may elect or appoint such other officers of the Company, having such powers and duties, as they think fit.

104. If the directors so decide the same person may hold more than one of the offices provided for in these Articles.

Proceedings Of Directors

105. The directors may meet together for the dispatch of business, adjourn and otherwise regulate their meetings and proceedings, as they think fit, and may determine the quorum necessary for the transaction of business. Until otherwise determined, one director shall constitute a quorum and may hold a meeting.

106. If all directors of the Company entitled to attend a meeting either generally or specifically consent, a director may participate in a meeting of directors or of a committee of directors by means of such telephone or other communications facilities as permit all persons participating in the meeting to hear each other, and a director participating in such a meeting by such means is deemed to be present at that meeting for purposes of these Articles.

107. Meetings of directors may be held either within or without the Province of Nova Scotia and the directors may from time to time make arrangements relating to the time and place of holding directors' meetings, the notices to be given for such meetings and what meetings may be held without notice. Unless otherwise provided by such arrangements:

(1) A meeting of directors may be held at the close of every ordinary general meeting of the Company without notice.

(2) Notice of every other directors' meeting may be given as permitted by these Articles to each director at least 48 hours before the time fixed for the meeting.

(3) A meeting of directors may be held without formal notice if all the directors are present or if those absent have signified their assent to such meeting or their consent to the business transacted at such meeting.

108. The President or any director may at any time, and the Secretary, upon the request of the President or any director, shall summon a meeting of the directors to be held at the Office of the Company. The President, the Chairman or a majority of the directors may at any time, and the Secretary, upon the request of the President, the Chairman or a majority of the directors, shall summon a meeting to be held elsewhere.

109. Questions arising at any meeting of directors shall be decided by a majority of votes. The chairman of the meeting may vote as a director but shall not have a second or casting vote.

110. At any meeting of directors the chairman shall receive and count the vote of any director not present in person at such meeting on any question or matter arising at such meeting whenever such absent director has indicated by telegram, letter or other writing lodged with the chairman of such meeting the manner in which the absent director desires to vote on such question or matter and such question or matter has been specifically mentioned in the notice calling the meeting as a question or matter to be discussed or decided thereat. In respect of any such question or matter so mentioned in such notice any director may give to any other director a proxy authorizing such other director to vote for such first named director at such meeting, and the chairman of such meeting, after such proxy has been so lodged, shall receive and count any vote given in pursuance thereof notwithstanding the absence of the director giving such proxy.

111. If no Chairman is elected, or if at any meeting of directors the Chairman is not present within five minutes after the time appointed for holding the meeting, or declines to take the chair, the President, if a director, shall preside. If the President is not a director, is not present at such time or declines to take the chair, a vice-president who is also a director shall preside. If no person described above is present at such time and willing to take the chair, the directors present shall choose some one of their number to be chairman of the meeting.

112. A meeting of the directors at which a quorum is present shall be competent to exercise all or any of the authorities, powers and discretions for the time being vested in or exercisable by the directors generally.

113. The directors may delegate any of their powers to committees consisting of such number of directors as they think fit. Any committee so formed shall in the exercise of the powers so delegated conform to any regulations that may be imposed on them by the directors.

114. The meetings and proceedings of any committee of directors shall be governed by the provisions contained in these Articles for regulating the meetings and proceedings of the directors insofar as they are applicable and are not superseded by any regulations made by the directors.

115. All acts done at any meeting of the directors or of a committee of directors or by any person acting as a director shall, notwithstanding that it is afterwards discovered that there was some defect in the appointment of the director or person so acting, or that they or any of them were disqualified, be as valid as if every such person had been duly appointed and was qualified to be a director.

116. A resolution in writing and signed by every director who would be entitled to vote on the resolution at a meeting is as valid as if it were passed by such directors at a meeting.

117. If any one or more of the directors is called upon to perform extra services or to make any special exertions in going or residing abroad or otherwise for any of the purposes of the Company or the business thereof, the Company may remunerate the director or directors so doing, either by a fixed sum or by a percentage of profits or otherwise. Such remuneration shall be determined by the directors and may be either in addition to or in substitution for remuneration otherwise authorized by these Articles.

Registers

118. The directors shall cause to be kept at the Company's Office in accordance with the provisions of the Act a Register of the shareholders of the Company, a register of the holders of bonds, debentures and other securities of the Company and a register of its directors. Branch registers of the shareholders and of the holders of bonds, debentures and other securities may be kept elsewhere, either within or without the Province of Nova Scotia, in accordance with the Act.

Minutes

119. The directors shall cause minutes to be entered in books designated for the purpose:

- (1) of all appointments of officers;
- (2) of the names of directors present at each meeting of directors and of any committees of directors;
- (3) of all orders made by the directors and committees of directors; and
- (4) of all resolutions and proceedings of meetings of shareholders and of directors.

Any such minutes of any meeting of directors or of any committee of directors or of shareholders, if purporting to be signed by the chairman of such meeting or by the chairman of the next succeeding meeting, shall be receivable as prima facie evidence of the matters stated in such minutes.

Powers Of Directors

120. The management of the business of the Company is vested in the directors who, in addition to the powers and authorities by these Articles or otherwise expressly conferred upon them, may exercise all such powers and do all such acts and things as may be exercised or done by the Company and are not hereby or by statute expressly directed or required to be exercised or done by the shareholders, but subject nevertheless to the provisions of any statute, the Memorandum or these Articles. No modification of the Memorandum or these Articles shall invalidate any prior act of the directors that would have been valid if such modification had not been made.

121. Without restricting the generality of the terms of any of these Articles and without prejudice to the powers conferred thereby, the directors may:

- (1) take such steps as they think fit to carry out any agreement or contract made by or on behalf of the Company;
- (2) pay costs, charges and expenses preliminary and incidental to the promotion, formation, establishment, and registration of the Company;
- (3) purchase or otherwise acquire for the Company any property, rights or privileges that the Company is authorized to acquire, at such price and generally on such terms and conditions as they think fit;
- (4) pay for any property, rights or privileges acquired by, or services rendered to the Company either wholly or partially in cash or in shares (fully paid-up or otherwise), bonds, debentures or other securities of the Company;
- (5) subject to the Act, secure the fulfilment of any contracts or engagements entered into by the Company by mortgaging or charging all or any of the property of the Company and its unpaid capital for the time being, or in such other manner as they think fit;
- (6) appoint, remove or suspend at their discretion such experts, managers, secretaries, treasurers, officers, clerks, agents and servants for permanent, temporary or special services, as they from time to time think fit, and determine their powers and duties and fix their salaries or emoluments and require security in such instances and to such amounts as they think fit;
- (7) accept a surrender of shares from any shareholder insofar as the law permits and on such terms and conditions as may be agreed;
- (8) appoint any person or persons to accept and hold in trust for the Company any property belonging to the Company, or in which it is interested, execute and do all such deeds and things as may be required in relation to such trust, and provide for the remuneration of such trustee or trustees;
- (9) institute, conduct, defend, compound or abandon any legal proceedings by and against the Company, its directors or its officers or otherwise concerning the affairs of the Company, and also compound and allow time for payment or satisfaction of any debts due and of any claims or demands by or against the Company;
- (10) refer any claims or demands by or against the Company to arbitration and observe and perform the awards;
- (11) make and give receipts, releases and other discharges for amounts payable to the Company and for claims and demands of the Company;

(12) determine who may exercise the borrowing powers of the Company and sign on the Company's behalf bonds, debentures or other securities, bills, notes, receipts, acceptances, assignments, transfers, hypothecations, pledges, endorsements, cheques, drafts, releases, contracts, agreements and all other instruments and documents;

(13) provide for the management of the affairs of the Company abroad in such manner as they think fit, and in particular appoint any person to be the attorney or agent of the Company with such powers (including power to sub-delegate) and upon such terms as may be thought fit;

(14) invest and deal with any funds of the Company in such securities and in such manner as they think fit; and vary or realize such investments;

(15) subject to the Act, execute in the name and on behalf of the Company in favour of any director or other person who may incur or be about to incur any personal liability for the benefit of the Company such mortgages of the Company's property, present and future, as they think fit;

(16) give any officer or employee of the Company a commission on the profits of any particular business or transaction or a share in the general profits of the Company;

(17) set aside out of the profits of the Company before declaring any dividend such amounts as they think proper as a reserve fund to meet contingencies or provide for dividends, depreciation, repairing, improving and maintaining any of the property of the Company and such other purposes as the directors may in their absolute discretion think in the interests of the Company; and invest such amounts in such investments as they think fit, and deal with and vary such investments, and dispose of all or any part of them for the benefit of the Company, and divide the reserve fund into such special funds as they think fit, with full power to employ the assets constituting the reserve fund in the business of the Company without being bound to keep them separate from the other assets;

(18) make, vary and repeal rules respecting the business of the Company, its officers and employees, the shareholders of the Company or any section or class of them;

(19) enter into all such negotiations and contracts, rescind and vary all such contracts, and execute and do all such acts, deeds and things in the name and on behalf of the Company as they consider expedient for or in relation to any of the matters aforesaid or otherwise for the purposes of the Company;

(20) provide for the management of the affairs of the Company in such manner as they think fit.

Solicitors

122. The Company may employ or retain solicitors any of whom may, at the request or on the instruction of the directors, the Chairman, the President or a managing director, attend meetings of the directors or shareholders, whether or not the solicitor is a shareholder or a director of the Company. A solicitor who is also a director may nevertheless charge for services rendered to the Company as a solicitor.

The Seal

123. The directors shall arrange for the safe custody of the common seal of the Company (the "Seal"). The Seal may be affixed to any instrument in the presence of and contemporaneously with the attesting signature of (i) any director or officer acting within such person's authority or (ii) any person under the authority of a resolution of the directors or a committee thereof. For the purpose of certifying documents or proceedings the Seal may be affixed by any director or the President, a vice-president, the Secretary, an assistant secretary or any other officer of the Company without the authorization of a resolution of the directors.

124. The Company may have facsimiles of the Seal which may be used interchangeably with the Seal.

125. The Company may have for use at any place outside the Province of Nova Scotia, as to all matters to which the corporate existence and capacity of the Company extends, an official seal that is a facsimile of the Seal of the Company with the addition on its face of the name of the place where it is to be used; and the Company may by writing under its Seal authorize any person to affix such official seal at such place to any document to which the Company is a party.

Dividends

126. The directors may from time to time declare such dividend as they deem proper upon shares of the Company according to the rights and restrictions attached to any class or series of shares, and may determine the date upon which such dividend will be payable and that it will be payable to the persons registered as the holders of the shares on which it is declared at the close of business upon a record date. No transfer of such shares registered after the record date shall pass any right to the dividend so declared.

127. Dividends may be paid as permitted by law and, without limitation, may be paid out of the profits, retained earnings or contributed surplus of the Company, No interest shall be payable on any dividend except insofar as the rights attached to any class or series of shares provide otherwise.

128. The declaration of the directors as to the amount of the profits, retained earnings or contributed surplus of the Company shall be conclusive.

129. The directors may from time to time pay to the shareholders such interim dividends as in their judgment the position of the Company justifies.

130. Subject to these Articles and the rights and restrictions attached to any class or series of shares, dividends may be declared and paid to the shareholders in proportion to the amount of capital paid-up on the shares (not including any capital paid-up bearing interest) held by them respectively.

131. The directors may deduct from the dividends payable to any shareholder amounts due and payable by the shareholder to the Company on account of calls, instalments or otherwise, and may apply the same in or towards satisfaction of such amounts so due and payable.

132. The directors may retain any dividends on which the Company has a lien, and may apply the same in or towards satisfaction of the debts, liabilities or engagements in respect of which the lien exists.

133. The directors may retain the dividends payable upon shares to which a person is entitled or entitled to transfer upon the death or bankruptcy of a shareholder or in any way other than by allotment or transfer, until such person has become registered as the holder of such shares or has duly transferred such shares.

134. When the directors declare a dividend on a class or series of shares and also make a call on such shares payable on or before the date on which the dividend is payable, the directors may retain all or part of the dividend and set off the amount retained against the call.

135. The directors may declare that a dividend be paid by the distribution of cash, paid-up shares (at par or at a premium), debentures, bonds or other securities of the Company or of any other company or any other specific assets held or to be acquired by the Company or in any one or more of such ways.

136. The directors may settle any difficulty that may arise in regard to the distribution of a dividend as they think expedient, and in particular without restricting the generality of the foregoing may issue fractional certificates, may fix the value for distribution, of any specific assets, may determine that cash payments will be made to any shareholders upon the footing of the value so fixed or that fractions may be disregarded in order to adjust the rights of all parties, and may vest cash or specific assets in trustees upon such trusts for the persons entitled to the dividend as may seem expedient to the directors.

137. Any person registered as a joint holder of any share may give effectual receipts for all dividends and payments on account of dividends in respect of such share.

138. Unless otherwise determined by the directors, any dividend may be paid by a cheque or warrant delivered to or sent through the post to the registered address of the shareholder entitled, or, when there are joint holders, to the registered address of that one whose name stands first on the register for the shares jointly held. Every cheque or warrant so delivered or sent shall be made payable to the order of the person to whom it is delivered or sent. The mailing or other transmission to a shareholder at the shareholder's registered address (or, in the case of joint shareholders at the address of the holder whose name stands first on the register) of a cheque payable to the order of the person to whom it is addressed for the amount of any dividend payable in cash after the deduction of any tax which the Company has properly withheld, shall discharge the Company's liability for the dividend unless the cheque is not paid on due presentation, if any cheque for a dividend payable in cash is not received, the Company shall issue to the shareholder a replacement cheque for the same amount on such terms as to indemnity and evidence of non-receipt as the directors may impose. No shareholder may recover by action or other legal process against the Company any dividend represented by a cheque that has not been duly presented to a banker of the Company for payment or that otherwise remains unclaimed for 6 years from the date on which it was payable.

Accounts

139. The directors shall cause proper books of account to be kept of the amounts received and expended by the Company, the matters in respect of which such receipts and expenditures take place, all sales and purchases of goods by the Company, and the assets, credits and liabilities of the Company.

140. The books of account shall be kept at the head office of the Company or at such other place or places as the directors may direct.

141. The directors shall from time to time determine whether and to what extent and at what times and places and under what conditions the accounts and books of the Company or any of them shall be open to inspection of the shareholders, and no shareholder shall have any right to inspect any account or book or document of the Company except as conferred by statute or authorized by the directors or a resolution of the shareholders.

142. At the ordinary general meeting in every year the directors shall lay before the Company such financial statements and reports in connection therewith as may be required by the Act or other applicable statute or regulation thereunder and shall distribute copies thereof at such times and to such persons as may be required by statute or regulation.

Auditors And Audit

143. Except in respect of a financial year for which the Company is exempt from audit requirements in the Act, the Company shall at each ordinary general meeting appoint an auditor or auditors to hold office until the next ordinary general meeting. If at any general meeting at which the appointment of an auditor or auditors is to take place and no such appointment takes place, or if no ordinary general meeting is held in any year or period of years, the directors shall appoint an auditor or auditors to hold office until the next ordinary general meeting.

144. The first auditors of the Company may be appointed by the directors at any time before the first ordinary general meeting and the auditors so appointed shall hold office until such meeting unless previously removed by a resolution of the shareholders, in which event the shareholders may appoint auditors.

145. The directors may fill any casual vacancy in the office of the auditor but while any such vacancy continues the surviving or continuing auditor or auditors, if any, may act.

146. The Company may appoint as auditor any person, including a shareholder, not disqualified by statute.

147. An auditor may be removed or replaced in the circumstances and in the manner specified in the Act.

148. The remuneration of the auditors shall be fixed by the shareholders, or by the directors pursuant to authorization given by the shareholders, except that the remuneration of an auditor appointed to fill a casual vacancy may be fixed by the directors.

149. The auditors shall conduct such audit as may be required by the Act and their report, if any, shall be dealt with by the Company as required by the Act.

Notices

150. A notice (including any communication or document) shall be sufficiently given, delivered or served by the Company upon a shareholder, director, officer or auditor by personal delivery at such person's registered address (or, in the case of a director, officer or auditor, last known address) or by prepaid mail, telegraph, telex, facsimile machine or other electronic means of communication addressed to such person at such address.

151. Shareholders having no registered address shall not be entitled to receive notice.

152. All notices with respect to registered shares to which persons are jointly entitled may be sufficiently given to all joint holders thereof by notice given to whichever of such persons is named first in the Register for such shares.

153. Any notice sent by mail shall be deemed to be given, delivered or served on the earlier of actual receipt and the third business day following that upon which it is mailed, and in proving such service it shall be sufficient to prove that the notice was properly addressed and mailed with the postage prepaid thereon. Any notice given by electronic means of communication shall be deemed to be given when entered into the appropriate transmitting device for transmission. A certificate in writing signed on behalf of the Company that the notice was so addressed and mailed or transmitted shall be conclusive evidence thereof.

154. Every person who by operation of law, transfer or other means whatsoever becomes entitled to any share shall be bound by every notice in respect of such share that prior to such person's name and address being entered on the Register was duly served in the manner hereinbefore provided upon the person from whom such person derived title to such share.

155. Any notice delivered, sent or transmitted to the registered address of any shareholder pursuant to these Articles, shall, notwithstanding that such shareholder is then deceased and that the Company has notice thereof, be deemed to have been served in respect of any registered shares, whether held by such deceased shareholder solely or jointly with other persons, until some other person is registered as the holder or joint holder thereof, and such service shall for all purposes of these Articles be deemed a sufficient service of such notice on the heirs, executors or administrators of the deceased shareholder and all joint holders of such shares.

156. Any notice may bear the name or signature, manual or reproduced, of the person giving the notice written or printed.

157. When a given number of days' notice or notice extending over any other period is required to be given, the day of service and the day upon which such notice expires shall not, unless it is otherwise provided, be counted in such number of days or other period.

Indemnity

158. Every director or officer, former director or officer, or person who acts or acted at the Company's request, as a director or officer of the Company, a body corporate, partnership or other association of which the Company, is or was a shareholder, partner, member or creditor, and the heirs and legal representatives of such person, in the absence of any dishonesty on the part of such person, shall be indemnified by the Company against, and it shall be the duty of the directors out of the funds of the Company to pay, all costs, losses and expenses, including an amount paid to settle an action or claim or satisfy a judgment, that such director, officer or person may incur or become liable to pay in respect of any claim made against such person or civil, criminal or administrative action or proceeding to which such person is made a party by reason of being or having been a director or officer of the Company or such body corporate, partnership or other association, whether the Company is a claimant or party to such action or proceeding or otherwise; and the amount for which such indemnity is proved shall immediately attach as a lien on the property of the Company and have priority as against the shareholders over all other claims.

159. No director or officer, former director or officer, or person who acts or acted at the Company's request, as a director or officer of the Company, a body corporate, partnership or other association of which the Company is or was a shareholder, partner, member or creditor, in the absence of any dishonesty on such person's part, shall be liable for the acts, receipts, neglects or defaults of any other director, officer or such person, or for joining in any receipt or other act for conformity, or for any loss, damage or expense happening to the Company through the insufficiency or deficiency

of title to any property acquired for or on behalf of the Company, or through the insufficiency or deficiency of any security in or upon which any of the funds of the Company are invested, or for any loss or damage arising from the bankruptcy, insolvency or tortious acts of any person with whom any funds, securities or effects are deposited, or for any loss occasioned by error of judgment or oversight on the part of such person, or for any other loss, damage or misfortune whatsoever which happens in the execution of the duties of such person or in relation thereto.

Execution of Documents and Instruments

160. Deeds, transfers, assignments, contracts, obligations, certificates and other instruments and documents of any description whatsoever shall be effectively authorized by and signed on behalf of the Company if signed by any director or officer acting within such person's authority, whether under seal or otherwise as such signatories may see fit. In addition, the board of directors or the shareholders may from time to time by resolution direct the manner in which and the person or persons by whom any particular document or instrument or class of documents or instruments may or shall be signed. Any articles, notice, resolution, requisition, statement or other document or instrument required or permitted to be executed by more than one person may be executed in several documents or instruments of like form each of which is executed by one or more of such persons, and such documents or instruments, when duly executed by all persons required or permitted, as the case may be, to do so, shall be deemed to constitute one document for all relevant purposes. The secretary or any other officer or any director may sign certificates and similar instruments on the Company's behalf with respect to any factual matters relating to the Company's business and affairs, including certificates verifying copies of the constating documents, resolutions and minutes of meetings of the Company.

Reminders

161. The directors shall comply with the following provisions of the Act or the Corporations Registration Act (Nova Scotia) where indicated:

- (1) Keep a current register of shareholders (Section 42).
- (2) Keep a current register of directors, officers and managers, send to the Registrar a copy thereof and notice of all changes therein (Section 98).
- (3) Keep a current register of holders of bonds, debentures and other securities (Section 111 and Third Schedule).
- (4) Call a general meeting every year within the proper time (Section 83). Meetings must be held not later than 15 months after the preceding general meeting.
- (5) Send to the Registrar copies of all special resolutions (Section 88).
- (6) Send to the Registrar notice of the address of the Company's Office and of all changes in such address (Section 79).
- (7) Keep proper minutes of all shareholders' meetings and directors' meetings in the Company's minute book kept at the Company's Office (Sections 89 and 90).
- (8) Obtain a certificate under the Corporations Registration Act (Nova Scotia) as soon as business is commenced.
- (9) Send notice of recognized agent to the Registrar under the Corporations Registration Act (Nova Scotia).

Référence de publication: 2014015276/930.

(140016912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Yum! Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 133.572.

Le Bilan consolidé au 29 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. (conforme Art. 314 du loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Yum! Luxembourg Investments S.à.r.l.

Johannes de Zwart

Gérant de Catégorie A

Référence de publication: 2014015250/14.

(140017371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Lufkin Industries Holdings Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.165.944,00.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 167.922.

Suite aux résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 24 janvier, 2014, il a été décidé d'accepter la démission de:

- Monsieur Christopher Laird BOONE, membre du conseil de gérance de la Société de classe «A»;
- Monsieur Alejandro CESTERO, membre du conseil de gérance de la Société de classe «A»;
- Madame Sarah BONALLO, membre du conseil de gérance de la Société de classe «B» et
- Monsieur Luc LEROI, membre du conseil de gérance de la Société de classe «B», et ce avec effet de 24 janvier 2014; et de nommer:
- Monsieur Teunis Christiaan AKKERMAN, ayant son résidence au 15, rue Jean-Pierre Kommes, L-6988 Hostert, Grand-Duché de Luxembourg, membre du conseil de gérance de la Société de classe «A»;
- Monsieur Arjan Cornelis VAN DER LINDE, ayant son adresse professionnellement au 166 Amsteldijk, 1079 LH Amsterdam, Les Pays-Bas, membre du conseil de gérance de la Société de classe «A»;
- Madame Michelle Ryann RIEGER, ayant son adresse professionnellement au 2,d Route de Trèves, 5^{ème} étage, L-2633 Luxembourg, membre du conseil de gérance de la Société de classe «B»; et
- Madame Egle SABALYTE, ayant son adresse professionnellement au 2,d Route de Trèves, 5^{ème} étage, L-2633 Luxembourg, membre du conseil de gérance de la Société de classe «B» et ce avec effet de la date de leur nomination pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Lufkin Industries Holdings Luxembourg

S.Th. Kortekaas

Mandataire

Référence de publication: 2014015291/28.

(140017703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

PG Technology S.à.r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

R.C.S. Luxembourg B 65.872.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement en date du 23 janvier 2014, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- PG TECHNOLOGY S.à.r.l., ayant eu son siège social à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont,

Le même jugement a nommé juge commissaire Madame Carole BESCH, juge au Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, et liquidateur Maître Vincent ALLENO, Avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 13 février 2014 au greffe du Tribunal de Commerce de Luxembourg.

Pour extrait conforme

Maître Vincent ALLENO

Le Liquidateur

Référence de publication: 2014015295/18.

(140017736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Rosaristy Soparfi S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

R.C.S. Luxembourg B 65.825.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement en date du 23 janvier 2014, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- ROSARISTY SOPARFI S.à.r.l., ayant eu son siège social à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont,

Le même jugement a nommé juge commissaire Madame Carole BESCH, juge au Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, et liquidateur Maître Vincent ALLENO, Avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 13 février 2014 au greffe du Tribunal de Commerce de Luxembourg.

Pour extrait conforme
Maître Vincent ALLENO
Le Liquidateur

Référence de publication: 2014015296/18.

(140017733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Sanu Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

R.C.S. Luxembourg B 65.857.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement en date du 23 janvier 2014, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- SANU HOLDING S.à.r.l., ayant eu son siège social à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont,

Le même jugement a nommé juge commissaire Madame Carole BESCH, juge au Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, et liquidateur Maître Vincent ALLENO, Avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 13 février 2014 au greffe du Tribunal de Commerce de Luxembourg.

Pour extrait conforme
Maître Vincent ALLENO
Le Liquidateur

Référence de publication: 2014015297/18.

(140017740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Holding Pelizza S.à.r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

R.C.S. Luxembourg B 65.842.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement en date du 23 janvier 2014, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- HOLDING PELIZZA S.à.r.l., ayant eu son siège social à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont,

Le même jugement a nommé juge commissaire Madame Carole BESCH, juge au Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, et liquidateur Maître Vincent ALLENO, Avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 13 février 2014 au greffe du Tribunal de Commerce de Luxembourg.

Pour extrait conforme
Maître Vincent ALLENO
Le Liquidateur

Référence de publication: 2014015286/18.

(140017737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

KBL European Private Bankers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 43, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 6.395.

—
Extrait de la résolution prise lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 décembre 2013

L'Assemblée prend à l'unanimité la résolution suivante:

Nomination comme membres du conseil d'administration, de:

a. Ernst Wilhelm CONTZEN, 2 Rue Nic. Rollinger L - 2433 LUXEMBOURG

b. Alfred BOUCKAERT, 33a Rue de Foestraets B - 1180 BRUXELLES

c. Nicholas John HARVEY, 15 Avenue des Cèdres B - 1640 RHODE-SAINT-GENÈSE
Jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de 2017

Luxembourg, le 10 janvier 2014.

Certifié sincère et conforme

S. MARISSENS / J. PETERS

Secrétaire Général / Administrateur Directeur

Référence de publication: 2014015290/18.

(140017298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Sistema Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 93.023.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 7 janvier 2014.

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Dmitry Korovkin, avec adresse professionnelle 13, Mohavaya street, Moscow 125009, de Alexei Buyanov, avec adresse professionnelle 13, Mohavaya street, Moscow 125009, de Pieter van Nugteren, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, de Gilles Jacquet, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de Grant Thornton Lux Audit SA avec adresse professionnelle au 83 Pafbruch, L-8308 Capellen.

Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014015133/18.

(140017403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Steba Biotech S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 122.394.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 10 janvier 2014

Résolutions

Toutes les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

1. L'Assemblée Générale constate le changement d'adresse de son administrateur et administrateur-délégué, Monsieur Gilbert KHAYAT, du F-94140 Alfortville, 40, Quai Blanqui au L-1212 Luxembourg, 14a, rue des Bains.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014015156/13.

(140017414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Leggett & Platt Canada Co., Luxembourg branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 183.794.

OUVERTURE D'UNE SUCCURSALE

Il résulte des résolutions du conseil d'administration du 16 janvier 2014 de Leggett & Platt Canada Co./Société Leggett & Platt Canada, une société (N.S. Unlimited Liability Company) constituée selon les lois de Nova Scotia, Canada, ayant son siège social au Suite 900,1959 Upper Water Street, Halifax, Nova Scotia, B3J2X2, Canada et enregistrée auprès du "Register of Joint Stock Companies Nova Scotia" sous le numéro 3277732 (la "Société"), qu'une succursale de la Société est établie au Luxembourg à la date du 1 janvier 2014.

1) La succursale luxembourgeoise a pour dénomination "Leggett & Platt Canada Co., Luxembourg branch" (la "Succursale").

2) L'adresse de la Succursale est fixée au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

3) La Succursale a pour objet de détenir des actions dans les sociétés affiliées qui lui sont affectées de temps en temps par la société, exercer ses droits d'actionnaires dans de telles sociétés affiliées, notamment la réception de dividendes et transfert de fonds et, seulement après avoir reçu l'approbation du conseil d'administration de la société, aliéner de telles

actions. La succursale peut arranger et octroyer du financement à des sociétés affiliées mais ne peut toutefois pas elle-même emprunter autrement qu'à d'autres sociétés du groupe,

4) La succursale est gérée par un conseil de gérance et les individus suivants sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

- Mr Johannes Laurens de Zwart, gérant de catégorie A, né le 19 juin 1967 à La Haye, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

- Mr Jacob Mudde, gérant de catégorie A, né le 14 octobre 1969 à Rotterdam, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

- Mme Carol Thurnheer, gérant de catégorie B, né le 9 juillet 1972 à Berneck, Suisse, avec adresse professionnelle au 201, rue de Luxembourg, L-7540 Rollingen/Mersch.

5) Le conseil de gérance de la Succursale pourra valablement délibérer que si au moins deux gérants, dont au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B sont présents ou représentés.

6) La Succursale est valablement engagée envers les tiers par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

7) La Société est valablement représentée envers les tiers par les personnes suivantes.

- Mme Shonna Koch, Director, née le 27 mars 1973 à Carthage, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle au 1, Leggett Road, Carthage, Missouri, 64836, Etats-Unis d'Amérique.

- Mme Kristen Beerly, Director, née le 17 novembre 1972 à Carthage, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle au 1, Leggett Road, Carthage, Missouri, 64836, Etats-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Leggett & Platt Canada Co., Luxembourg branch

Signature

Référence de publication: 2014015275/41.

(140016912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Sucafina Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 142.529.

—
Extrait de la décision de l'associé unique du 19/12/2013

En date du 19 décembre 2013, RSM AUDIT Luxembourg S.à r.l. a été nommé en tant que Réviseur d'entreprises, jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 24/01/2014.

Référence de publication: 2014015158/12.

(140017470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Sydney & Lyon Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 104.158.

—
Le siège social de la société Sydney & London Properties Limited, Associé unique de Sydney & Lyon Lux 1 S.à r.l., est sis au 235 Old Marylebone Road, NW1 5QT Londres, Royaume-Uni.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2014015160/11.

(140017110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

VIP Rent Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4686 Differdange, 2, rue Winterthur.

R.C.S. Luxembourg B 118.043.

—
Constatation de cessions de parts sociales

La gérance constate, qu'en vertu d'une cession de parts sociales sous seing privé du 5 décembre 2012,

Monsieur Pierchen PETTINGER, né le 29 septembre 1967 à Grevenmacher, demeurant au 85, rue Pierre Martin, L-4622 Obercorn a cédé vingt-quatre (24) parts sociales qu'il détenait dans la société «VIP RENT SARL», société à

responsabilité limitée, ayant son siège social à L-4563 Niederkorn, z.a.c. Haneboesch II, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B118.043

à Monsieur Marco UNSEN, né le 12 juin 1961 à Ettelbrück, demeurant au 18A, rue Scheerbach, L-7625 Larochette

Le gérant Monsieur Pierchen PETTINGER, né le 29 septembre 1967 à Grevenmacher, demeurant au 85, rue Pierre Martin, L-4622 Obercorn, agissant en tant que gérant unique de la société à responsabilité limitée «VIP RENT SARL» établie et ayant son siège social à L-4563 Niederkorn, z.a.c. Haneboesch II, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 118.043, dûment autorisé à engager la société vis-à-vis des tiers par sa signature individuelle, déclare accepter, au nom et pour le compte de la Société, la cession de vingt-quatre (24) parts sociales en faveur de Monsieur Marco UNSEN.

Suite à cette cession, les cents (100) parts sociales représentatives du capital social de la société «VIP RENT SARL» sont détenues comme suit:

Pierchen Pettinger	76 parts
Marco Unsen	24 parts

Le soussigné, Monsieur Pierchen Pettinger, considère la présente cession comme dûment signifiée à la Société, conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil, respectivement de l'article 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Fait en double à Luxembourg, le 5 décembre 2012.

Pour la Société

Pierchen PETTINGER

Gérant unique

Référence de publication: 2014015224/31.

(140016500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

TechniSat Digital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6832 Betzdorf, 11, rue Pierre Werner.

R.C.S. Luxembourg B 31.416.

Generalversammlung der Aktionäre vom 21. Januar 2014

Die Generalversammlung beschliesst:

1. Die Niederlegung des Mandats als Verwaltungsratsmitglied von Herrn Peter Lepper zum 20. Januar 2014 anzunehmen.

Luxemburg, den 24. Januar 2014.

Mandat

Référence de publication: 2014015163/13.

(140017200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Torix Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 179.312.

Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 24 janvier 2014

1. Le nombre des gérants a été augmenté de 3 (trois) à 5 (cinq).

2. Monsieur Joshua LEVINE, administrateur de sociétés, né à New York (Etats-Unis d'Amérique), le 7 novembre 1975, demeurant professionnellement à NY 10019 New York (Etats-Unis d'Amérique), 40, West 57th Street, a été nommé comme gérant de catégorie A pour une durée indéterminée.

3. Monsieur Douwe TERPSTRA, administrateur de sociétés, né à Leeuwarden (Pays-Bas), le 31 octobre 1958, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Torix Investments S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014015167/19.

(140017026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

TCC Two Continents Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 118.265.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung vom 20. Dezember 2013 Abgehalten am Gesellschaftssitz

1. Der Gesellschaftssitz wurde mit Wirkung 1. Oktober 2013 verlegt von 62, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, nach 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

2. Herr Pascal Wagner und Frau Yvette Verschuren legen Ihr Amt als Verwaltungsrat mit Wirkung 20. Dezember 2013 nieder. Zu neuen Verwaltungsratsmitgliedern werden Herr Ludwig Barth, geb. am 18.02.1960 in B-St. Vith, geschäftsanässig in 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg sowie die Luxembourg Corporation Company SA, RC Luxembourg B37974, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg ernannt, die das Mandat zum 21. Dezember 2013 annehmen und bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2018 weiterführen.

3. Die Fides Inter-Consult S.A. legt ihr Mandat als Aufsichtskommissar mit Wirkung 30. September 2013 nieder. Zum neuen Aufsichtskommissar wird die CAS Services S.A. RC Luxembourg B 68168, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg ernannt. Dieser nimmt das Mandat zum 01. Oktober 2013 an und führt es bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2018 weiter.

4. Die Geschäftsanschrift des Verwaltungsratsmitgliedes und Administrateur Délégué Georges Majerus lautet nunmehr: 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Die Versammlung

Référence de publication: 2014015174/22.

(140017277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Telindus, Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 81-83, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 19.669.

RAYER-Administrateur:

M. Bruno CHAUVAT, Administrateur

33, Allée Pierre de Mansfed

L-2118 Luxembourg

avec effet au 24 janvier 2014

TELINDUS

Société anonyme

Marc ROB / Armand MEYERS

Fondé de pouvoir / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014015176/16.

(140016903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

The Green Link Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 152.917.

Extrait des résolutions adoptées en date du 06 février 2013, lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société The Green Link Holding s.a.

L'Assemblée générale décide d'acter le remplacement de la société Concilium S.à r.l., par Fisconsult s.a., dont le siège social est situé à L-1630 Luxembourg, au 56, Rue Glesener, en tant que commissaire aux comptes de la société The Green Link Holding s.a. avec effet immédiat.

Son mandat prendre fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

The Green Link Holding s.a.

Signature

Référence de publication: 2014015178/16.

(140017033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

LSF6 Europe Financial Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.553.625,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 142.579.

L'adresse professionnelle de certains gérants A de la Société, (i) M. Philippe Detournay et (ii) M. Philippe Jusseau, a été transférée avec effet au 1^{er} janvier 2014 à l'adresse suivante:

- Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg.

Conseil de gérance de la Société:

- M. Michael Duke Thomson, résidant professionnellement au 2711, North Haskell Avenue, Suite 1800, 75204 Dallas, Texas, Etats-Unis d'Amérique, Gérant A.

- M. Philippe Detournay, résidant professionnellement au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, Gérant A.

- M. Philippe Jusseau, résidant professionnellement au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, Gérant A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014014884/22.

(140016167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

M.D.J.B. Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 58.405.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 07 janvier 2014 que:

- A été élue aux fonctions d'administrateur en remplacement de M. Philippe AFLALO, administrateur démissionnaire:

* Madame Marie-Laure AFLALO, administrateur de sociétés, née le 22/10/1966 à Fès (Maroc), demeurant professionnellement au 23, rue Aldringen à L-1118 Luxembourg.

Son mandat se terminera à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2014.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014014913/15.

(140016646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Nashville S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 121.581.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 29 novembre 2013

L'associé unique de Nashville S.à r.l. (la "Société") a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Miroslav Stoev en tant que gérant de catégorie B avec effet au 29 novembre 2013;

et

- de nommer le gérant de catégorie B suivant avec effet au 29 novembre 2013 et pour une durée indéterminée:

* Marcus Wolsfeld, né le 28 Novembre 1975 à Trèves, Allemagne, demeurant professionnellement au 64 Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Référence de publication: 2014014966/15.

(140017526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

MCH Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 175.066.

—
Décision de l'administrateur unique

L'administrateur unique de la Société décide de transférer le siège social de 2a, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg au 55-57, rue de Merl, L-2146 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Maurizio CHIARETTA

Administrateur Unique

Référence de publication: 2014014933/14.

(140016953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Irik Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 1, rue du Fort Rheinsheim.
R.C.S. Luxembourg B 179.432.

—
Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68160 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014013852/10.

(140016279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

IRI Luxembourg S.A., INVESTIMENTI RETTIFICHE INDUSTRIALI Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 182.836.

—
L'an deux mil quatorze, le dixième jour du mois de janvier.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

A comparu:

Monsieur Paolo FERRARIO, directeur financier, né le 15 décembre 1979 à Magenta (MI) Italie, demeurant à Via G. Donizetti n.13 Busto Garofalo (MI), Italie, ici représenté par Monsieur Antonio QUARATINO, salarié, né le 17 Février 1982 à Napoli, demeurant professionnellement à L-1470 Luxembourg, 50, Route d'Esch, en vertu d'une procuration, donnée sous seing privé.

La procuration signée ne varietur par le mandataire du comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a exposé ce qui suit:

En date du 11 décembre 2013, le notaire soussigné a reçu sous le numéro 46.335 de son répertoire, un acte de constitution d'une société anonyme sous la dénomination de «INVESTIMENTI RETTIFICHE INDUSTRIALI Luxembourg S.A.» en abrégé: IRI Luxembourg S.A. avec siège social à L-1470 Luxembourg, 50, Route d'Esch, immatriculée au RCS à Luxembourg sous le numéro B182836.

Ledit acte a été soumis aux formalités de l'enregistrement le 12 décembre 2013 sous la relation LAC/2013/57092 et déposé au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg le 24 décembre 2013 sous le numéro L130220799.

Or le requérant déclare par les présentes avoir constaté une erreur matérielle de dactylographie au premier paragraphe de l'article 5 des statuts ainsi que le paragraphe relatif à la souscription consistant en l'inversion du montant de la valeur des actions et du nombre desdits actions, le reste de l'acte demeurant inchangé.

Par la présente, le soussigné, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés tels que mentionnés ci-dessus requiert la rectification dudit article et de la souscription comme suit:

Version anglaise erronée

Art. 5. Share capital. (1st paragraph). The subscribed share capital is set at thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) consisting of one hundred (100) shares with a par value of three hundred and ten euro (310.-) each.

Subscription - payment

The articles of association having thus been established, the party appearing declares to subscribe the issued share capital upon incorporation as follows:

Mr Paolo FERRARIO, prenamed, one hundred 100 shares
 TOTAL: one hundred 100 shares

All the shares of a par value of three hundred and ten euro (310.-) each have been paid up to 40,32% by payment in cash and the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is now available to the corporation, evidence thereof was given to the undersigned notary.

Version française erronée

Art. 5. (1^{er} paragraphe). Le capital social de la Société est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000,-) représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (EUR 310,-) chacune.

Souscription - Paiement

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, le comparant déclare souscrire le capital comme suit:
 Monsieur Paolo FERRARIO, prénommé, cent 100 actions
 TOTAL: CENT 100 actions

Toutes les actions ont été libérées à concurrence de 40,32% par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Version anglaise rectifiée

Art. 5. Share capital. (1st paragraph). The subscribed share capital is set at thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) consisting of three hundred and ten (310) shares with a par value of one hundred euro (100.-) each.

Subscription - payment

The articles of association having thus been established, the party appearing declares to subscribe the issued share capital upon incorporation as follows:

Mr Paolo FERRARIO, prenamed, three hundred and ten 310 shares
 TOTAL: three hundred and ten 310 shares

All the shares of a par value of one hundred euro (100.-) each have been paid up to 40,32% by payment in cash and the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is now available to the corporation, evidence thereof was given to the undersigned notary.

Version française rectifiée

Art. 5. (1^{er} paragraphe). Le capital social de la Société est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000,-) représenté par TROIS CENT DIX (310) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune.

Souscription - Paiement

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, le comparant déclare souscrire le capital comme suit:
 Monsieur Paolo FERRARIO, prénommé, trois cent dix 310 actions
 TOTAL: TROIS CENT DIX 310 actions

Toutes les actions ont été libérées à concurrence de 40,32% par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire. Le reste de l'acte demeurant inchangé.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Paolo Ferrario, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 13 janvier 2014. LAC / 2014 / 1712. Reçu 12.-€.

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 24 janvier 2014.

Référence de publication: 2014013877/78.

(140016331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Newport Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 69.308.

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 20 décembre 2013 que:

- L'assemblée a décidé de remplacer la fiduciaire Cabexco S.à.r.l., en tant que commissaire aux comptes de la Société par la Société AP Audit dont le siège social est établi au, 11 rue des Tondeurs, 9570, Wiltz, Luxembourg.

AP Audit agira en tant que Réviseur d'Entreprises Agréé pour les comptes statutaires et les comptes consolidés.

Le mandat du Réviseur d'Entreprises Agréé viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 24 janvier 2014.

Référence de publication: 2014014981/15.

(140017500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Pendragon Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 153.486.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 3 décembre 2013 que Monsieur Savino PAOLELLA, consultant en management, demeurant à I-20137 Milan, Viale Corsica, 50, a été nommé administrateur pour terminer le mandat de Monsieur Nicola Tilli, démissionnaire.

Luxembourg, le 3 décembre 2013.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014015022/15.

(140017273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

LSF7 Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 19.500,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 150.534.

L'adresse professionnelle de certains gérants A de la Société, (i) M. Philippe Detournay et (ii) M. Philippe Jusseau, a été transférée avec effet au 1^{er} janvier 2014 à l'adresse suivante:

- Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg.

Conseil de gérance de la Société:

- M. Michael Duke Thomson, résidant professionnellement au 2711, North Haskell Avenue, Suite 1800, 75204 Dallas, Texas, Etats-Unis d'Amérique, Gérant A.

- M. Philippe Detournay, résidant professionnellement au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, Gérant A.

- M. Philippe Jusseau, résidant professionnellement au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, Gérant A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014014888/22.

(140016164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Lotus Shipping Enterprises S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 123.329.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 21 janvier 2014 que M. Marc SCHMIT, Chef comptable, né le 13 mai 1959 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, a été nommé avec effet immédiat aux fonctions d'Administrateur de la Société en remplacement de M. Fernand HEIM, démissionnaire.

Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2019.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014014878/13.

(140016981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

CEB Capital S.A., Société Anonyme.**Capital social: USD 50.000,00.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 111.493.

- Mme. Anja Wunsch, résident professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommé administrateur de la société, en remplacement l'administrateur démissionnaire, Mme Heike Kubica, avec effet au 23 janvier 2014.

- Le nouveau mandat de Mme. Anja Wunsch prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

- Mons. Graeme Jenkins, résident professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommé administrateur de la société, en remplacement l'administrateur démissionnaire, Mons. Erik van Os, avec effet au 23 janvier 2014.

- Le nouveau mandat de Mons Graeme Jenkins prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2014014551/19.

(140017479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

La Mancha International GEC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 178.257.

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 24 janvier 2014 que la société KPMG Luxembourg S.à r.l. ayant son siège social 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg et enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 149.133 a été nommée en tant que réviseur d'Entreprises agréé pour les années comptables 2013, 2014 et 2015 et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2016 avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Référence de publication: 2014014846/13.

(140017310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

La Mancha Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 164.842.

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 24 janvier 2014 que Deloitte Audit S.à r.l. est remplacée avec effet immédiat par KPMG Luxembourg S.à r.l. ayant son siège social 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg et enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 149.133 en tant que réviseur d'Entreprises agréé pour les années comptables 2013, 2014 et 2015 et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Référence de publication: 2014014859/13.

(140017311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Lux Côte d'Opale, Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 136.193.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait de l'assemblée générale des actionnaires du 30 décembre 2013

La liquidation de la société LUX COTE D'OPALE, en liquidation volontaire décidée par acte du notaire Maître Blanche Moutrier en date du 20 décembre 2013, a été clôturée lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue sous seing privé en date du 30 décembre 2013.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social du liquidateur, au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GESTOR Société Fiduciaire

Référence de publication: 2014014908/16.

(140017170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Nautifin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 111.758.

—
Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg en date du 13 février 2012

Le mandat du commissaire aux comptes étant arrivé à son terme, l'Assemblée a décidé de nommer Luxfiducia S.à.r.l., avec son siège social au 16, rue de Nassau L-2213 Luxembourg jusqu'à l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clôturant au 31/12/2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014014973/12.

(140016909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

OLB Prop Co. B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 162.055.

—
Aufgrund eines Beschlusses der Alleingeschafterin vom 9. Dezember 2013:

ECE European Prime Shopping Centre Hold Co. B S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 158.362

wurde folgende Person als Geschäftsführer der Gesellschaft abberufen:

- Herr Yves Wagner, geschäftsansässig in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg

Seit diesem Tag sind Geschäftsführer der Gesellschaft:

a) Herr José María Ortiz, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern

b) Herr Ulrich Binningen geschäftsansässig in 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen

Contern, den 9. Dezember 2013.

OLB Prop Co. B S.à r.l.

José María Ortiz / Ulrich Binninger

Geschäftsführer / Geschäftsführer

Référence de publication: 2014014995/22.

(140016627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Oevole Anlage A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 102.513.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 23 janvier 2014

- La démission de Monsieur Pierre MESTDAGH de son mandat d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration est actée avec effet immédiat.

- Madame Betty PRUDHOMME, employée privée, née le 30 janvier 1960 à Arlon, Belgique, et résidant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est coopté en son remplacement en tant que nouvelle Administratrice. Madame Betty PRUDHOMME terminera le mandat de Monsieur Pierre MESTDAGH qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

- Monsieur Christian FRANÇOIS, employé privé, né le 01 avril 1975 à Rocourt, Belgique, et résidant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé Président du Conseil d'administration pendant toute la durée de son mandat d'Administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Fait à Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2014014993/19.

(140017240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Lascaux S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 20, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 55.555.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue de manière extraordinaire à Luxembourg le 25 juin 2013 à 9h00.

Résolutions

4. L'assemblée générale ordinaire décide d'élire la société OBD Holdings LLC, avec siège social à 12000 Biscayne Blvd, Suite 503, Miami, FL 33181 (U.S.A.), et identifiée auprès du «Internal Revenue Service» sous le n° L13000056401, comme nouveau membre du conseil d'administration jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2015.

Référence de publication: 2014014866/13.

(140016680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Belair House, Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 183.782.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le dix janvier.

Par-devant Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, lequel dernier restera le dépositaire de la présente minute,

A comparu:

Banque Internationale à Luxembourg, société anonyme, une société anonyme constituée et existant selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social à 69 route d'Esch, L-2953 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B6307,

ici représentée par Madame Jeanne Ranaivoson-Rahantarijao, employée de banque, demeurant professionnellement à 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 7 janvier 2014.

La procuration paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Dénomination. Il existe une société anonyme sous la dénomination de Belair House (la «Société»), qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «LSC»), la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée (la «LSF») ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 L'objet de la Société est de poursuivre toutes les activités relatives à celles d'un gestionnaire de fortune, d'un conseiller en investissement, courtier en instruments financiers, d'un family office, et, dans ce contexte, de courtier en matière mobilière et immobilière, sous n'importe quelle forme et toutes les opérations y relatives.

2.2 La Société a également pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille.

2.3 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société au sens de la LSF.

2.4 La Société peut lever des fonds, notamment en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.5 La Société pourra exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social pourra être transféré au sein de la même commune par décision du conseil d'administration. Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil d'administration.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Actions

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à un million cinq cent mille euros (EUR 1.500.000.), représenté par cent cinquante mille (150.000) actions sans désignation de valeur nominale.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, prise aux conditions requises pour la modification des présents statuts.

5.3 Toutes nouvelles actions à libérer en numéraire doivent être offertes par préférence à (aux) (l')actionnaire(s) existant(s). En cas de pluralité d'actionnaires, ces actions sont offertes aux actionnaires en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans le capital social de la Société. Le conseil d'administration doit déterminer la période au cours de laquelle ce droit préférentiel de souscription pourra être exercé, qui ne peut être inférieure à trente (30) jours à compter de l'envoi à chaque actionnaire d'une lettre recommandée annonçant l'ouverture de la période de souscription. L'assemblée générale des actionnaires peut restreindre ou supprimer le droit préférentiel de souscription de (des) (l') actionnaire(s) existant(s) conformément aux dispositions applicables en matière de modification des statuts.

5.4 La Société peut racheter ses propres actions, dans les conditions prévues par la LSC.

Art. 6. Actions.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en actions sans désignation de valeur nominale.

6.2 Les actions de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaires.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire concernant un actionnaire n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des actions - Transfert des actions.

7.1 Un registre des actions sera tenu au siège social de la Société, où il sera mis à disposition de chaque actionnaire pour consultation. Ce registre devra contenir toutes les informations requises par la LSC. Des certificats d'inscription seront émis sur demande et aux frais de l'actionnaire demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par action. Les copropriétaires indivis devront désigner un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette action, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les actions sont librement cessibles dans les conditions prévues par la LSC et dans le respect des dispositions de la LSF.

7.4 Tout transfert d'actions deviendra opposable à la Société et aux tiers soit (i) sur inscription d'une déclaration de cession dans le registre des actionnaires, signée et datée par le cédant et le cessionnaire ou leurs représentants, ou (ii) sur notification de la cession à la Société ou sur acceptation de la cession par la Société.

C. Décisions des actionnaires

Art. 8. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.

8.1 Les actionnaires exercent leurs droits collectifs en assemblée générale d'actionnaires. Toute assemblée générale d'actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. L'assemblée générale des actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la LSC et par les présents statuts.

8.2 Si la Société a un actionnaire unique, toute référence faite à «l'assemblée générale des actionnaires» devra, selon le contexte et le cas échéant, être entendue comme une référence à «l'actionnaire unique», et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires devront être exercés par l'actionnaire unique.

Art. 9. Convocation des assemblées générales d'actionnaires.

9.1 L'assemblée générale des actionnaires de la Société peut, à tout moment, être convoquée par le conseil d'administration ou, le cas échéant, par le(s) commissaire(s) aux comptes.

9.2 L'assemblée générale des actionnaires doit obligatoirement être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s) aux comptes sur demande écrite d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société. En pareil cas, l'assemblée générale des actionnaires devra être tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande.

9.3 Les convocations pour toute assemblée générale des actionnaires contiennent la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée et sont effectuées au moyen d'annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et dans un journal luxembourgeois. Les convocations par lettre doivent être envoyées huit (8) jours avant l'assemblée générale aux actionnaires en nom, sans qu'il ne doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité. Lorsque toutes les actions émises par la Société sont des actions nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée et devront être adressées à chaque actionnaire au moins huit (8) jours avant la date prévue pour l'assemblée générale des actionnaires.

9.4 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et ont renoncé à toute formalité de convocation, l'assemblée générale des actionnaires peut être tenue sans convocation préalable, ni publication.

Art. 10. Conduite des assemblées générales d'actionnaires.

10.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg tel qu'indiqué dans la convocation, le 1^{er} lundi du mois d'avril à onze (11:00) heures du matin. Si la date indiquée est un jour férié, l'assemblée générale des actionnaires aura lieu le jour ouvrable suivant. Les autres assemblées générales d'actionnaires pourront se tenir à l'endroit et l'heure indiqués dans les convocations respectives.

10.2 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à chaque assemblée générale d'actionnaires, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, sans qu'il ne soit nécessaire que ces membres du bureau de l'assemblée soient actionnaires ou membres du conseil d'administration. Si tous les actionnaires présents à l'assemblée générale décident qu'ils sont en mesure de contrôler la régularité des votes, les actionnaires peuvent, à l'unanimité, décider de nommer uniquement (i) un président et un secrétaire ou (ii) une seule personne chargée d'assurer les fonctions du bureau de l'assemblée, rendant ainsi inutile la nomination d'un scrutateur. Toute référence faite au «bureau de l'assemblée» devra en ce cas être entendue comme faisant référence aux «président et secrétaire» ou, le cas échéant et selon le contexte, à «la personne unique qui assume le rôle de bureau de l'assemblée». Le bureau doit notamment s'assurer que l'assemblée est tenue en conformité avec les règles applicables et, en particulier, en conformité avec les règles relatives à la convocation, aux conditions de majorité, au partage des voix et à la représentation des actionnaires.

10.3 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale d'actionnaires.

10.4 Un actionnaire peut participer à toute assemblée générale des actionnaires en désignant une autre personne comme son mandataire par écrit ou par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les actionnaires.

10.5 Les actionnaires qui prennent part à une assemblée par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant leur identification et permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'entendre mutuellement sans discontinuité, garantissant une participation effective à l'assemblée, sont réputés être présents pour le calcul du quorum et des voix, à condition que de tels moyens de communication soient disponibles sur les lieux de l'assemblée.

10.6 Chaque actionnaire peut voter à une assemblée générale des actionnaires au moyen d'un bulletin de vote signé, envoyé par courrier, courrier électronique, télécopie ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les bulletins de vote fournis par la Société qui indiquent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les résolutions soumises à l'assemblée, ainsi que pour chaque résolution, trois cases à cocher permettant à l'actionnaire de voter en faveur ou contre la résolution proposée, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des résolutions proposées, en cochant la case appropriée.

10.7 Les bulletins de vote qui, pour une résolution proposée, n'indiquent pas uniquement (i) un vote en faveur ou (ii) contre résolution proposée ou (iii) exprimant une abstention sont nuls au regard de cette résolution. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des actionnaires à laquelle ils se rapportent.

10.8 Le conseil d'administration peut définir des conditions supplémentaires qui devront être remplies par les actionnaires afin qu'ils puissent prendre part à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 11. Quorum et vote.

11.1 Chaque action donne droit à une voix en assemblée générale d'actionnaires.

11.2 Sauf disposition contraire de la LSC ou des statuts, les décisions prises en assemblée générale d'actionnaires dûment convoquées ne requièrent aucune condition de quorum et sont adoptées à la majorité simple des voix valablement exprimées quelle que soit la part du capital social représentée. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

Art. 12. Modification des statuts. Sauf disposition contraire, les présents statuts peuvent être modifiés à la majorité des deux-tiers des voix des actionnaires valablement exprimées lors d'une assemblée générale des actionnaires à laquelle plus de la moitié du capital social de la Société est présente ou représentée. Si le quorum n'est pas atteint à une assemblée, une seconde assemblée pourra être convoquée dans les conditions prévues par la LSC et les présents statuts qui pourra alors délibérer quel que soit le quorum et au cours de laquelle les décisions seront adoptées à la majorité des deux-tiers des voix valablement exprimées. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

Art. 13. Changement de nationalité. Les actionnaires ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des actionnaires.

Art. 14. Ajournement des assemblées générales des actionnaires. Dans les conditions prévues par la LSC, le conseil d'administration peut ajourner de quatre (4) semaines une assemblée générale d'actionnaires. Le conseil d'administration peut prendre une telle décision à la demande des actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société. Dans l'hypothèse d'un ajournement, toute décision déjà adoptée par l'assemblée générale des actionnaires sera annulée.

Art. 15. Procès-verbal des assemblées générales d'actionnaires.

15.1 Le bureau de toute assemblée générale des actionnaires doit dresser un procès-verbal de l'assemblée qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout autre actionnaire à sa demande.

15.2 Toute copie ou extrait de ces procès-verbaux originaux, à produire dans le cadre de procédures judiciaires ou à remettre à tout tiers devra être certifié(e) conforme à l'original par le notaire dépositaire de l'acte original dans l'hypothèse où l'assemblée aurait été retranscrite dans un acte authentique, ou devra être signé par le président du conseil d'administration ou par deux membres du conseil d'administration.

D. Administration

Art. 16. Composition et pouvoirs du conseil d'administration.

16.1 La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres.

16.2 Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile afin de réaliser l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la LSC ou par les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 17. Gestion journalière.

17.1 Le conseil d'administration déléguera la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, conformément à l'article 60 de la LSC, à un comité de direction ou à un ou plusieurs comités, qu'ils soient composés de ses propres membres ou non, ou à deux (2) ou plusieurs administrateurs, ou autres personnes qu'il nomme. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil d'administration de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages alloués au délégué. Le conseil d'administration déterminera l'étendue des pouvoirs, les conditions du retrait et la rémunération attachées à ces délégations de pouvoir, y compris le pouvoir de subdéléguer.

17.2 La Société peut également conférer des pouvoirs spéciaux au moyen d'une procuration authentique ou d'un acte sous seing privé.

Art. 18. Nomination, révocation et durée des mandats des administrateurs.

18.1 Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leur rémunération et la durée de leur mandat.

18.2 La durée du mandat d'un administrateur ne peut excéder six (6) ans et chaque administrateur doit rester en fonction jusqu'à ce qu'un successeur ait été désigné. Les administrateurs peuvent faire l'objet de réélections successives.

18.3 Chaque administrateur est nommé à la majorité simple des actions présentes ou représentées à une assemblée générale des actionnaires.

18.4 Chaque administrateur peut être révoqué de ses fonctions à tout moment et sans motif par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité simple des actions présentes ou représentées à une assemblée générale des actionnaires.

18.5 Si une personne morale est nommée en tant qu'administrateur de la Société, cette personne morale doit désigner une personne physique en qualité de représentant permanent qui doit assurer cette fonction au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale peut révoquer son représentant permanent uniquement s'il nomme simultanément son successeur. Une personne physique peut uniquement être le représentant permanent d'un seul (1) administrateur de la Société et ne peut être simultanément administrateur de la Société.

Art. 19. Vacance d'un poste d'administrateur. Dans l'hypothèse où un poste d'administrateur deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, à la faillite, à la retraite ou autre, cette vacance pourra être comblée à titre temporaire et pour une durée ne pouvant excéder le mandat initial de l'administrateur qui fait l'objet d'un remplacement par les administrateurs restants jusqu'à ce que la prochaine assemblée générale d'actionnaires, appelée à statuer sur la nomination permanente d'un nouvel administrateur en conformité avec les dispositions légales applicables.

Art. 20. Convocation aux conseils d'administration.

20.1 Le conseil d'administration se réunit à la demande du président, ou de n'importe quel administrateur. Les réunions du conseil d'administration doivent être tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation.

20.2 Une convocation écrite à toute réunion du conseil d'administration doit être adressée aux administrateurs vingt-quatre (24) heures au moins avant l'heure prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence devront être exposés dans la convocation. Cette convocation peut être omise si chaque administrateur y consent par écrit, par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie dudit document signé constituant une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour toute réunion du conseil d'administration dont l'heure et l'endroit auront été déterminés dans une décision précédente adoptée par le conseil d'administration et qui aura été communiquée à l'ensemble des membres du conseil d'administration.

20.3 Aucune convocation préalable n'est requise dans l'hypothèse où tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration et renonceraient à toute formalité de convocation ou dans l'hypothèse où des décisions écrites auraient été approuvées et signées par tous les membres du conseil d'administration.

Art. 21. Conduite des réunions du conseil d'administration.

21.1 Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Il peut également élire un secrétaire qui n'est pas nécessairement un administrateur et qui est chargé de la tenue du procès-verbal de chaque conseil d'administration.

21.2 Le président doit présider toute réunion du conseil d'administration, mais, en son absence, le conseil d'administration peut nommer un autre administrateur en qualité de président temporaire par une décision adoptée à la majorité des administrateurs présents.

21.3 Tout administrateur peut participer à toute réunion du conseil d'administration en désignant comme mandataire un autre membre du conseil d'administration par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen analogue de communication, la copie d'une telle désignation constituant une preuve suffisante d'un tel mandat.

21.4 Les réunions du conseil d'administration peuvent aussi être tenues par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication autorisant les personnes participant à de telles réunions de s'entendre les unes les autres de manière continue et permettant une participation effective à ces réunions. La participation à une réunion par ces moyens équivaudra à une participation en personne et la réunion devra être considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société.

21.5 Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer ou statuer que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée.

21.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage des voix, le président n'a pas de voix prépondérante.

21.7 Sauf disposition contraire de la LSC, tout administrateur qui a, directement ou indirectement, un intérêt dans une opération soumise à l'autorisation du conseil d'administration qui serait contraire aux intérêts de la Société, doit informer le conseil d'administration de ce conflit d'intérêts et cette déclaration doit être actée dans le procès-verbal du conseil d'administration. L'administrateur concerné ne peut prendre part ni aux discussions relatives à cette opération, ni au vote y afférent. Ce conflit d'intérêts doit également faire l'objet d'une communication aux actionnaires, lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, et avant toute prise de décision de l'assemblée générale des actionnaires sur tout autre point à l'ordre du jour.

21.8 Les règles du conflit d'intérêts ne s'appliquent pas lorsque la décision du conseil d'administration se rapporte à des opérations courantes, conclues à des conditions normales.

21.9 Le conseil d'administration peut, à l'unanimité, adopter des décisions par voie circulaire en exprimant son consentement par écrit, par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen analogue de communication. Les administrateurs peuvent exprimer leur consentement séparément, l'intégralité des consentements constituant une preuve de l'adoption des décisions. La date d'adoption de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 22. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration. Le procès-verbal de toute réunion du conseil d'administration doit être signé par le président du conseil d'administration, ou en son absence, par le président temporaire, ou par deux (2) administrateurs présents. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou d'une autre manière devront être signés par le président du conseil d'administration ou par deux (2) administrateurs.

Art. 23. Relations avec les tiers.

23.1 La Société est engagée à l'égard des tiers en toutes circonstances par (i) la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou par (ii) la signature unique ou les signatures conjointes de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration dans les limites d'une telle délégation.

23.2 Dans les limites de la gestion journalière, la Société est engagée à l'égard des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration, agissant individuellement ou conjointement dans les limites d'une telle délégation.

E. Audit et surveillance de la société

Art. 24. Surveillance de la Société. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises choisis parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises de Luxembourg qui sera /seront désigné(s) et révoqué(s) par le conseil d'administration de la Société.

F. Exercice social - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 25. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 26. Comptes annuels - Affectation des bénéfices.

26.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil d'administration dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la LSC.

26.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5 %) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

26.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un actionnaire peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'actionnaire apporteur y consent.

26.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

26.5 Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets de la Société conformément à la LSC et aux présents statuts.

26.6 Les distributions aux actionnaires seront effectuées dans les proportions proposées par le conseil d'administration et adoptées par voie de résolution de l'assemblée générale des actionnaires conformément aux lois et règlements applicables.

Art. 27. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

27.1 Le conseil d'administration peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes dans le respect des conditions prévues par la LSC.

27.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou autre réserve distribuable peut être librement distribuée aux actionnaires sous réserve des dispositions de la LSC et des présents statuts.

G. Liquidation

Art. 28. Liquidation.

28.1 En cas de dissolution de la Société, conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires ayant décidé la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

28.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera réparti entre les actionnaires en proportion du nombre des actions qu'ils détiennent dans la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 29. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts sera déterminé en conformité avec la LSC et la LSF.»

Souscription et libération

La Banque Internationale à Luxembourg, société anonyme prénommée, a souscrit toutes les cent cinquante mille (150.000) actions.

Toutes les actions souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de un million cinq cent mille euros (EUR 1.500.000,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social de la Société commencera le 10 janvier 2014 et se terminera le 31 décembre 2014.

2.- La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge s'élève à environ EUR 3.000.-.

Décisions des actionnaires

L'actionnaire fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société et se considérant dûment convoqué, a par la suite pris les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au

2 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées administrateurs jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes annuels du premier exercice social de la Société:

(i) Pierre Malevez, né à Liège le 23 avril 1953, résidant au 69 Route d'Esch L-2953 Luxembourg,

(ii) Carole Wintersdorff, née à Luxembourg le 15 septembre 1970, résidant au 69 Route d'Esch L-2953 Luxembourg,

(iii) Patrick Casters, né à Saint-Trond (Belgique) le 4 janvier 1967, résidant au 69 Route d'Esch L-2953 Luxembourg,

(iv) Arnaud Decrulle, né à Suresnes (France) le 26 juin 1972, résidant à 2 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg,

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. RANAIVOSON-RAHANTARIJAO et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 janvier 2014. Relation: LAC/2014/2068. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Référence de publication: 2014013539/339.

(140016416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Alacer Gold Corp. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 174.377.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Référence de publication: 2014016141/10.

(140019170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2014.

Ciri S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 147.260.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014015461/10.

(140018525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2014.

Iris Capital Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 183.720.

—
STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the ninth day of December.

Before Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

Mrs. Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally in Luxembourg,

acting as proxyholder of Mr. Olivier PIOT, entrepreneur, born on June 25th 1971, in Haine Saint Paul (Belgique), residing professionally at 221 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris (France), by virtue of a proxy given under private seal on November, 11th, 2013.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing person, represented as aforesaid, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a public limited company ("Société anonyme"):

Title I. Denomination, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued a public limited company ("Société anonyme") under the name of IRIS CAPITAL PARTNERS S.A. (the "Company"), which will be governed by the present articles of association (the "Articles") as well as by the respective laws and more particularly by the modified Law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law").

Art. 2. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

The registered office of the Company may be transferred to any other place within the municipality by a simple decision of the board of directors. If and to the extent permitted by law, the board of directors may decide to transfer the registered office of the Company in any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

The Company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary, political, economic, or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles.

Art. 4. The object of the Company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The Company may make any transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests. The Company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation.

Furthermore, the Company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise. It may also acquire, enhance and dispose of patents and licences as well as rights deriving therefrom or supplementing them. In addition, the Company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad. In addition, the Company may carry out any trading activity, provided that it is not specially regulated.

In general, it may carry out all commercial, financial, movable and immovable transactions directly or indirectly related to the Company's object or that are likely to facilitate or develop it.

Title II. Capital, Shares.

Art. 5. The Company's capital is set at thirty one thousand Euro (31,000.- EUR), divided into three hundred ten (310) shares with a par value of one hundred Euro (100.- EUR) each.

The shares are in registered form.

They are recorded in a special register kept at the company's headquarters. This register contains the precise designation of each shareholder, indicating the number and numbers of shares, details of payments and transfers with their date.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

Authorised capital:

The Company's capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

The authorised share capital is set at ten million Euro (10,000,000.-EUR), consisting of additional one hundred thousand (100,000) shares with a par value of one hundred Euro (100.- EUR) each.

The authorised share capital and the authorisation to issue shares thereunder are valid for a period of five (5) years starting on the date of incorporation of the Company, unless amended or extended by a general meeting of shareholders of the Company.

The board of directors or one or several delegate(s) appointed by the board of directors may from time to time issue such shares within the authorised share capital at such times and on such terms and conditions, including the issue price, as the board of directors or its delegate(s) may resolve. The board of directors is authorised to suppress, limit or waive any pre-emptive subscription rights of shareholders for any issues of shares within the authorised share capital.

Each time the board of directors or its delegate(s) issues authorised shares and have accepted payment therefor, this article five shall be amended to reflect the result of that issue and the amendment will be recorded by notarial deed at the request of the board of directors or its delegate(s).

Title III. Management

Art. 6. The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company. However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) director only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholder in the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority of the votes cast. Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of one or more directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 7. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by Law or by these Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors. In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

Art. 8. The board of directors shall elect from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint a chairman pro tempore by vote of, the majority of the votes cast, or the directors present or represented, respectively, at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by fax, telegram of each director. Separate notice shall not be required for meetings at which all the directors are present or represented and have declared that they had prior knowledge of the agenda as well as for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent more than one of his colleagues. Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of phone or videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. For the calculation of quorum and

majority, the directors participating at the meeting of the board of directors by video conference or by any other telecommunication means permitting their identification are deemed to be present. Such means shall satisfy technical characteristics which ensure an effective participation at the meeting of the board of directors whose deliberations should be online without interruption. Such meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting. The chairman of the board of directors shall have a casting vote.

The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or two directors.

In the event that any director of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company (other than that arising by virtue of serving as director, officer or employee in the other contracting party), such director shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider, or vote on such transactions, and such director's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The preceding paragraph shall not apply where the decision of the board of directors relates to current operations entered into under normal conditions.

Circular resolutions signed by all the directors are valid and binding as if it had been passed at a meeting of the board of directors duly convened and held and bear the date of the last signature.

Art. 9. The board of directors may delegate all or part of its powers for day-to-day management, as well as representation of the Company relating to such management, to one or more managers, directors, administrators or other agents, shareholders or otherwise.

Art. 10. The Company will be bound by the joint signature of any two directors of the Company or by the joint or single signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the board of directors.

In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be validly bound, in any circumstances and without restrictions, by the individual signature of the sole director.

Title IV. Supervision

Art. 11. The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several supervisory auditors, which may be shareholders or not. The general meeting of shareholders shall appoint the supervisory auditors, and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six (6) years.

Title V. General Meeting

Art. 12. The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the second Wednesday of June and for the first time in the year 2015. If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

Art. 13. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by fax, cable, telegram or electronic transmission.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Title VI. Accounting Year, Allocation of Results

Art. 14. The accounting year of the Company shall begin on January 1st and shall terminate on December, 31st of the same year.

Art. 15. After deduction of any and all of the expenses of the Company and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the Company. Of the net profits, five per cent (5.00 %) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10.00 %) of the capital of Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of. Interim dividends may, subject to the conditions set forth by the Law, be paid out upon the decision of the board of directors.

It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Title VII. Dissolution, Liquidation

Art. 16. The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.

Title VIII. Amendment of Articles

Art. 17. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the Law.

Title IX. Governing law

Art. 18. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the Law.

Transitory disposition:

The first financial year shall begin today and it shall end on December 31st 2014.

Subscription and Payment:

The three hundred and ten (310) shares have been subscribed by the sole shareholder, M. Olivier PIOT, prenamed, and all these shares have been fully paid-up in cash, therefore the amount of thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the undersigned notary who states it.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10th 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately one thousand two hundred fifty euro (EUR 1,250.-).

Resolutions of the sole shareholder:

The sole shareholder, represented as aforesaid and representing the entire subscribed capital, has immediately resolved the following resolutions:

(A) The following persons have been appointed as directors of the Company for a period ending at the next annual general meeting of shareholders:

- Etienne Mouthon, born in Paris (France) on February 27th, 1966, residing professionally at 1, place Saint-Gervais CH - 1201 Geneva (Switzerland);

- Franz Bondy, born in Berlin (Germany) on July 20th, 1955, residing professionally at 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg; and

- Peter Bun, born in Tilburg (Netherlands) on August 26th, 1969, residing professionally at 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg

(B) "Isostress, S.à. r.l." established and having its registered office at L-1716 Luxembourg, 29, rue Joseph Hansen, registered in the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number B 128.503 has been appointed as supervisory auditor for a period ending at the next annual general meeting of shareholders.

(C) The registered office of the Company is established at 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le neuf décembre.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

Mademoiselle Virginie Pierru, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en tant que mandataire de M. Olivier PIOT, entrepreneur, né le 25 juin 1971 à Haine Saint Paul (Belgique), demeurant professionnellement au 221 rue du Faubourg Saint Honoré, F-75008 Paris (France) en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 11 Novembre 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'établir ainsi qu'il suit l'acte de constitution d'une Société anonyme:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège Social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui pourront devenir propriétaires d'actions émises une Société anonyme sous la dénomination de IRIS CAPITAL PARTNERS S.A. (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. Le siège social de la Société est établi dans la Commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans cette commune par une simple décision du conseil d'administration. Si et dans la mesure permise par la Loi, le conseil d'administration peut décider de transférer le siège social de la Société dans toute autre municipalité du Grand-Duché de Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires adoptée dans la forme exigée pour la modification des Statuts

Art. 4. L'objet de la Société est de acquérir, gérer, la valoriser et l'aliéner des participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Par ailleurs, la Société peut acquérir et aliéner toutes autres titres par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, valoriser et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant. De plus, la Société peut acquérir, gérer, valoriser et aliéner des immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger. En outre, la Société pourra exercer toute autre activité commerciale à moins qu'elle ne soit spécialement réglementée.

D'une façon générale, elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Titre II. Capital, Actions.

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à trente-et-un mille euros (31,000.-EUR), divisé en trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune.

Les actions seront émises sous forme nominative.

Elles sont inscrites dans un registre spécial tenu au siège de la société.

Ce registre contient la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre et des numéros de ses actions, l'indication des versements effectués, ainsi que les transferts avec leur date.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Capital autorisé:

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Le capital autorisé de la Société est fixé à dix millions d'euros (10.000.000,- EUR), consistant en cent mille (100,000) actions supplémentaire, chacune d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR).

La durée du capital autorisé et de l'autorisation d'émettre des actions y relatives est fixée pour une période de cinq (5) ans à partir de la date de constitution de la Société, sous réserve d'une modification ou d'une prorogation par l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration ou un ou plusieurs délégués nommés par le conseil d'administration peuvent émettre de temps à autres des actions du capital autorisé, aux moments, et selon les termes et conditions, y compris le prix d'émission, que le conseil d'administration ou son (ses) délégué(s) pourront décider. Le conseil d'administration est autorisé à supprimer, limiter ou de renoncer aux droits de souscription préférentiel des actionnaires pour toute émission d'actions dans le cadre du capital autorisé.

A chaque fois que le conseil d'administration ou son (ses) délégué(s) ont émis des actions autorisées et ont accepté le paiement relatif, cet article 5 sera modifié pour refléter le résultat de cette émission et cette modification sera constatée par acte notarié à la demande du conseil d'administration ou de son (ses) délégué(s).

Titre III. Administration.

Art. 6. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, lors d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) administrateur jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui constatera l'existence de plus d'un actionnaire dans la Société.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans et resteront en place jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité simple des voix émises. Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un ou plusieurs administrateurs devient vacant à la suite de décès, de départ à la retraite ou autrement, les administrateurs restant peuvent à la majorité des voix coopter un administrateur qui comblera cette vacance jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour effectuer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration. Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 8. Le conseil d'administration élira parmi ses membres un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées des actionnaires et réunions du conseil d'administration; en son absence, les actionnaires ou le conseil d'administration pourront nommer un autre président pro tempore par un vote, de la majorité des voix, ou des administrateurs présents ou représentés respectivement à ladite réunion.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins 24 heures avant l'heure prévue pour celle-ci. Sauf s'il y a urgence auquel cas la nature et le motif de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être dérogé à cet avis de convocation moyennant accord de chaque administrateur confirmé par écrit ou par fax, télégramme. Des convocations distinctes ne sont pas requises pour les réunions auxquelles tous les administrateurs sont présents ou représentés et qu'ils déclarent qu'ils ont eu connaissance de l'agenda ainsi que pour les réunions qui se déroulent aux heures et places déterminées dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues. Tout administrateur peut participer à toute réunion du conseil d'administration par téléphone ou visioconférence ou par des moyens de télécommu-

nication similaires permettant son identification. Pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs participant à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication permettant leur identification sont supposés présents. Ces moyens de communication devront satisfaire aux caractéristiques techniques assurant une participation effective à la réunion du conseil d'administration dont les délibérations doivent être retransmises sans interruption. Une réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège social de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le procès-verbal de toute réunion du conseil d'administration sera signé par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui a présidé cette réunion, ou par deux administrateurs.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel dans une transaction (autre que celle émanant en vertu du fait qu'il est administrateur, agent ou employé de l'autre partie contractante) cet administrateur doit faire connaître ce conflit au conseil d'administration et ne délibérera pas ou ne votera pas à propos de cette transaction, et cet intérêt sera rapporté à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Le paragraphe précédent ne s'applique pas lorsque la décision du conseil d'administration se rapporte à des opérations courantes exécutées dans des conditions normales.

Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du conseil dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

Art. 9. Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs gérants, administrateurs, directeurs ou autres agents, actionnaires ou non.

Art. 10. La Société sera engagée par la signature collective de deux administrateurs de la Société ou par la signature conjointe ou individuelle de toute personne ou personnes auxquelles ce pouvoir de signature a été délégué par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Titre IV. Surveillance

Art. 11. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs Commissaires aux Comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera le Commissaire aux Comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

Titre V. Assemblée Générale

Art. 12. L'assemblée annuelle se réunit à Luxembourg à l'endroit indiqué dans les convocations, le deuxième mercredi du mois de juin et pour la première fois en l'an 2015. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires peut être tenue à l'étranger, si selon l'avis final et définitif du conseil d'administration, des circonstances exceptionnelles l'exigent.

D'autres assemblées des actionnaires peuvent être tenues aux endroits et heures indiqués dans les avis de convocation.

A moins que la loi ou les statuts n'en disposent autrement, les décisions lors des réunions des actionnaires dûment convoquées sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Art. 13. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle dispose des pouvoirs les plus étendus pour ordonner, accomplir ou ratifier les actes concernant les opérations de la Société.

Le quorum et les délais de convocation requis par la loi régiront la convocation à et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, à moins qu'il ne soit disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à un vote. Un actionnaire peut prendre part à toute assemblée des actionnaires en nommant un mandataire par écrit, fax, câble, téléphone ou autre moyen électronique.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions qui devront être remplies par les actionnaires afin de prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des actionnaires et s'ils affirment avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis ou publication préalable.

Titre VI. Année Sociale, Répartition Des Bénéfices

Art. 14. L'année sociale de la Société commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de la même année.

Art. 15. Après déduction de toutes les dépenses de la Société et des amortissements, l'excédent positif du bilan constitue le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social de la Société, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Des dividendes intérimaires peuvent être payés par décision du conseil d'administration, sous réserve du respect des conditions prévues par la Loi.

Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 16. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires. La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Modification des statuts

Art. 17. Ces Statuts peuvent être modifiés à tout moment par l'assemblée des actionnaires, au quorum et à la majorité prévus par la Loi.

Titre VIII. Loi applicable

Art. 18. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront régies par la Loi.

Disposition transitoire:

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2014.

Souscription et libération:

Les trois cent dix (310) parts sociales ont toutes été souscrites par l'actionnaire unique, Monsieur Olivier PIOT, prénommé, et toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en numéraire, de sorte que le montant de trente-et-un mille euros (31.000,-EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par les articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été accomplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève à environ mille deux cent cinquante euros (1.250,-EUR).

Décisions de l'actionnaire unique:

L'actionnaire unique, représenté comme ci-avant et représentant la totalité du capital souscrit, a immédiatement pris les résolutions suivantes:

(A) Les personnes suivantes sont nommées administrateurs de la Société pour une période se terminant à la date de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires:

- Etienne Mouthon, né à Paris (France) le 27 février 1966, demeurant professionnellement au 1, place Saint-Gervais CH -1201 Genève (Suisse);

- Franz Bondy, né à Berlin (Allemagne) le 20 juillet 1955, demeurant professionnellement au 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg; et

- Peter Bun, né à Tilburg (Pays-Bas) le 26 août 1969, demeurant professionnellement au 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

(B) «Isostress, S.à r.l.» ayant son siège social au 29, rue Joseph Hansen, L-1716 Luxembourg, immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B, sous le numéro 128.503 a été nommé commissaire aux comptes pour une période se terminant à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires

(C) Le siège social de la Société est établi au 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

Dont acte, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française; à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: V. PIERRU, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10.12.2013. Relation: LAC/2013/56425. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 23.01.2014.

Référence de publication: 2014013091/436.

(140015087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2014.

Deale International Machines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 43.108.

Les comptes annuels au 30/06/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23/01/2014.

Pour : DEALE International Machines S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille Wagner / Aurélie Katola

Référence de publication: 2014013697/15.

(140015442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Savacopa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 154.443.

Nous vous informons de notre démission de notre mandat de Commissaire au compte du Conseil d'administration de la société Savacopa S.A. avec effet au 24 janvier 2014.

Luxembourg, le 24 janvier 2014.

ODD Financial Services S.A.

Référence de publication: 2014015110/11.

(140016836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

SHCO 42 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 176.257.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement de dénomination de l'associé unique Intertrust Corporate Services (Luxembourg) S.à r.l. et ce avec effet au 1^{er} janvier 2014:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014015117/15.

(140016733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.
